

Soyez les premiers informés!
Abonnement, infolettre, contenu numérique exclusif

gazettemauricie.com

GRATUIT

MENSUEL 18 000 EXEMPLAIRES
MARS 2022 - VOLUME 37 - NUMÉRO 7
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette
DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

HISTOIRE

Le printemps érable, dix ans plus tard

PAGE 18



PHOTO : JEAN-FRANÇOIS VELLEUX



HAUSSE GALOPANTE DE L'INFLATION :

Mobilisation à Trois-Rivières

PAGE 3



PHOTO : DOMINIC BÉRUBE

La décroissance, un projet politique qui fait son chemin

Devant la nécessité de réduire radicalement les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de lutter contre les inégalités sociales, les propositions de la décroissance trouvent de plus en plus de sympathisants, partout dans le monde. Celles-ci seront-elles abordées lors de l’élection provinciale au Québec, cet automne ?

STÉPHANIE DUFRESNE



Au moment où les premières candidatures aux élections québécoises sont annoncées, le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) vient de publier un rapport très attendu sur la vulnérabilité et l’adaptation au changement climatique.

Affirmant notamment que les tendances de développement actuelles et passées n’ont pas permis de freiner les changements climatiques et d’améliorer notre résilience à leurs effets, le rapport du Groupe de travail II du GIEC juge que la fenêtre d’opportunité pour changer de trajectoire se referme rapidement.

SURPASSER LE DOGME DE LA CROISSANCE

Les conclusions des multiples rapports du GIEC ont eu une influence certaine sur le discours politique en matière de climat et d’environnement. En campagne électorale, tous les partis politiques, sans exception, mettent désormais de l’avant des solutions à la catastrophe climatique annoncée. Or, jusqu’à présent, toutes les propositions, même celles des formations politiques les plus vertes, soutiennent la croissance économique. Pour s’attaquer aux enjeux environnementaux, on promet constamment de la « croissance verte ». Les politiques proposées s’appuient généralement sur le postulat qu’en développant de nouvelles technologies et en consommant de manière responsable, l’économie pourra continuer à croître.

Les solutions mises de l’avant par les experts du GIEC dans ce nouveau rapport sont axées sur l’équité et la justice sociale et climatique ainsi que sur les solutions basées sur la nature. Le rapport souligne les effets négatifs inévitables des changements climatiques sur

la croissance économique. Elle n’est toutefois pas apportée comme une solution aux problèmes climatiques qui nous menacent.

Depuis des années, les partisans de la décroissance dénoncent la foi aveugle dans les vertus des technologies ainsi que l’illusion du « découplage » qui promet de réduire l’impact environnemental à mesure que des gains d’efficacité sont obtenus. Selon eux, les solutions résident plutôt dans une réduction de la production, un meilleur partage (des richesses, du temps de travail, des espaces etc.) et une planification démocratique de l’économie. Un discours qui commence tranquillement à faire son chemin jusque dans les sphères politiques.

LES ÉLECTIONS COMME TRIBUNE

Lors des élections fédérales de 2021, une candidate indépendante de la région du Bas-Saint-Laurent, Noémi Bureau-Civil, a fait campagne en appelant à sortir de la course à la croissance économique pour adopter un programme de « décroissance choisie », en opposition à la « fausse solution » du développement durable.

« Les partis politiques se tournent vers le développement durable parce que c’est un moyen de rester dans le *statu quo* », explique la première candidate décroissantiste au pays. « On continue de nous promettre une croissance économique illimitée qui ne respecte pas les limites permettant la vie sur terre. Il y a beaucoup de *greenwashing*, de personnes et d’entreprises qui se saisissent de l’économie verte sans remettre en question le système économique en place », fait-elle valoir.

« On nous promet par exemple un virage au *tout-électrique* pour continuer à surproduire, surconsommer, et polluer sans égard aux êtres humains qui sont obligés d’extraire toujours plus de métaux stratégiques pour bâtir notre transition supposément “juste et propre”, dit-elle. À un moment donné, il faut avoir le

courage d’apporter un message qui soit plus juste. »

Armée de ce courage et appuyée par une petite équipe, Noémi Bureau-Civil a donc entrepris d’utiliser la tribune qu’offre une campagne électorale pour propager les idées de la décroissance. « Je voulais forcer le dialogue sur ce sujet-là, qui n’a pas beaucoup de tribunes, explique-t-elle. C’était aussi une façon de remettre en question le système démocratique et de mettre de l’avant, dans la campagne électorale fédérale, des positions sur les injustices sociales et environnementales. »

Peu de temps avant elle, en France, la femme politique Delphine Batho s’est présentée à la primaire de l’écologie de 2021 avec un programme qui prône la décroissance comme « seul projet politique réellement alternatif », en martelant que l’objectif de la croissance constitue le principal obstacle à la transformation écologique. Ses appuis ont été nombreux et elle est arrivée en troisième position du premier tour, avec 22 % des voix.

Du côté de la Suisse, Yvan Luccarini, un « objecteur de croissance », a été élu, en avril 2021, à la tête de Vevey, une ville de 21 000 habitants. À son programme, des actions pour sortir des logiques productivistes : mobilité douce, végétalisation des rues, politiques familiales et démarches pour créer du lien social.

PORTER LE MESSAGE

Le projet de société basé sur la décroissance s’invitera-t-il aussi dans la campagne électorale au Québec l’automne prochain ?

Noémi Bureau-Civil croit que les programmes des différents partis politiques demeurent encore peu ouverts aux idées de la décroissance et qu’il serait surprenant que des candidat.e.s sortent des « lignes de parti » préétablies pour en parler. « L’année dernière, le journal *24 heures* a demandé aux quatre chefs de



PHOTO : NOÉMI BUREAU-CIVIL

Noémi Bureau-Civil a mis de l’avant un programme de décroissance lors des dernières élections fédérales.

partis politiques de se prononcer. Aucun ne s’est dit en faveur de la décroissance. »

Toutefois, si les candidat.e.s n’abordent pas le sujet, les citoyens le feront, espère celle qui assure que ses propositions ont été accueillies positivement par les électeurs du Bas-Saint-Laurent. « Historiquement, les partis politiques sont à la remorque de la population. Lorsque celle-ci se sera emparée du sujet, les politiciens vont suivre, puisqu’ils veulent être élus. En attendant, insiste-t-elle, il faut porter sur toutes les tribunes un message radical qui soit à la hauteur de l’urgence climatique. »

SOMMAIRE

ACTUALITÉS
PAGE 3

ENVIRONNEMENT
PAGES 2, 4

CULTURE
PAGES 6, 8, 9

ÉDITORIAL
PAGE 10

SOCIÉTÉ
PAGE 11

INTERNATIONAL
PAGES 14, 15 ET 23

ÉCONOMIE
PAGE 16

HISTOIRE
PAGE 18

POLITIQUE
PAGE 19

ENVIRONNEMENT

Les trésors des écocentres

PAGE 4

SOCIÉTÉ

Voir la vie en mème

PAGE 11

ÉCONOMIE

Après la bulle, le krach?

PAGE 16

SPÉCIAL

Journée internationale des droits des femmes - 8 mars

PAGES 20 À 22

Hausse galopante de l'inflation : mobilisation à Trois-Rivières

21 février 2022, journée mondiale de la justice sociale, les groupes de défense des droits sociaux et leurs alliés régionaux se sont mobilisés pour sensibiliser la population et les élus quant aux conséquences d'une « hausse galopante de l'inflation. »



ALEX DORVAL

Une trentaine de représentants des milieux communautaires, syndicaux et étudiant.es de la Mauricie et du Centre-du-Québec se sont rassemblés devant l'Hôtel de ville de Trois-Rivières afin de proposer des solutions contre les hausses des coûts de l'électricité, des loyers, du panier d'épicerie et de l'essence.

« Le résultat de ces hausses est que la majorité des Québécois et Québécoises s'appauvrissent actuellement », a martelé Marc Benoît, coordonnateur du Regroupement des organismes en éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM) et porte-parole de la Coalition des forces sociales de la Mauricie et du Centre-du-Québec (CFS MCQ).

La hausse du coût de la vie a un impact majeur sur le budget des ménages québécois et contribue à l'accroissement des inégalités sociales, fait valoir la Coalition par communiqué.

L'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), a publié en novembre 2020 une étude révélant qu'entre 17 % et 19 % de la population québécoise n'a pas accès à un revenu qui permet de combler les besoins de base comme s'alimenter, se vêtir ou se loger. Ce qui fait dire à la Coalition que « l'appui financier d'environ 200 dollars versé par le gouvernement du Québec à une frange de la population et la dernière hausse annoncée du salaire minimum sont des mesures nécessaires, mais largement insuffisantes pour combler les nombreux impacts négatifs de l'inflation. »

La Coalition revendique plutôt une hausse du salaire minimum à 18\$/H.

RÉTABLIR LE MANDAT DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE

La Coalition affirme que le contrôle de l'inflation doit nécessairement passer par la réglementation. Elle demande notamment à ce que le gouvernement rétablisse le mandat historique de la Régie de l'énergie qui était d'assurer le contrôle des hausses tarifaires d'Hydro-Québec.

« Juste avant la pandémie, le gouvernement actuel du Québec nous proposait une réforme du mandat de la Régie de l'énergie, nous disant que les Québécois.es allaient sauver de l'argent. La récente hausse des tarifs d'Hydro-Québec démontre bien que ce n'est pas le cas », déplore M. Benoît.

INSTAURER UN REGISTRE DES LOYERS

Face à la crise du logement social et abordable qui frappe actuellement le Québec, la Coalition milite pour l'instauration d'un registre des loyers. Un tel registre permettrait selon les organismes en défense du droit au logement d'obtenir de meilleures données sur le nombre de logements disponibles et leur abordabilité, mais aussi d'assurer un meilleur contrôle sur l'entretien et le maintien de la salubrité.

M. Benoît a dénoncé les hausses abusives des loyers qui touchent particulièrement les villes de Trois-Rivières et Shawinigan, attribuables notamment à la concurrence des nouveaux investisseurs immobiliers montréalais.

« Puisque le gouvernement du Québec nous dit qu'il refuse un registre national, il est de notre devoir en Mauricie de protéger les nôtres en instaurant un registre local des loyers, comme Montréal se prépare à faire », soutient M. Benoît.

LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Concernant la hausse du coût du panier d'épicerie, la Coalition propose de réglementer le gaspillage alimentaire. Un exemple serait d'obliger les épiciers à offrir à rabais les aliments périssables quelques jours avant qu'ils ne soient plus propres à la vente. M. Benoît estime que cela aurait pour effet de rendre les aliments comme les fruits plus accessibles à la population tout en permettant aux épiciers de compenser leurs pertes autrement que par une hausse des prix.

Et puisque la hausse de l'essence est la grande responsable des hausses dans plusieurs autres secteurs, la Coalition exige des gouvernements qu'ils atténuent la dépendance aux énergies fossiles en investissant davantage dans les énergies renouvelables telle que l'énergie éolienne.

« L'électrification ne peut pas régler tous les problèmes à elle seule », indique M. Benoît.



Marc Benoît, porte-parole de la Coalition des forces sociales de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Derrière lui, des alliés du milieu communautaire, syndical et étudiant brandissent deux pancartes, l'une dénonçant l'inflation par secteur et l'autre proposant des solutions.

PHOTO : DOMINIC BÉGIN

En contexte de pandémie, quoi faire avant de consulter ?



J'ai un résultat positif à la COVID-19.

DÉBUTER LES SOINS À LA MAISON



J'ai des questions sur ma santé.

APPELER INFO-SANTÉ 811



J'ai des inquiétudes ou je vis une situation difficile.

APPELER INFO-SOCIAL 811



Je souhaite renouveler mes ordonnances.

EN PARLER AVEC VOTRE PHARMACIEN(NE)

Québec.ca/besoinsanté

MATIÈRES RÉSIDUELLES

Les trésors récupérables des écocentres

Si vous vous êtes rendus dans un écocentre de la Mauricie récemment, vous avez peut-être constaté que plusieurs matériaux de construction, meubles, électroménagers, lampes et autres trésors «récupérables» s’y retrouvent. Or, bien malheureuse est la personne qui voudrait réutiliser les objets ou faire des projets de construction en matériaux récupérés (de style *Pinterest*) avec les diverses matières : une fois dans un écocentre de la région, elles ne sont plus disponibles au réemploi.



STÉPHANIE DUFRESNE

La stratégie de gestion choisie pour les six écocentres d’Énercycle (Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie) vise plutôt une valorisation des matières qui y sont déposées. Celle-ci fonctionne assez bien pour réduire l’enfouissement : en 2019, 75 % des 24 264 tonnes de matières qui ont transité par les six écocentres d’Énercycle ont été acheminées vers des transformateurs afin pour y être revalorisées de différentes façons.

REDONNER LA PRIORITÉ AU RÉEMPLOI

Si la valorisation est préférable à l’enfouissement, elle arrive toutefois tardivement dans la hiérarchie des 3RV-E qui demande que la priorité soit accordée dans l’ordre à la réduction à la source (R) et au réemploi (R), avant le recyclage (R), la valorisation (V) et l’élimination (E). La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles fait donc du réemploi la deuxième option à privilégier en priorité. Selon RÉCYC-QUÉBEC, ce réemploi peut être encouragé dans les écocentres par «la création d’un espace de vente destiné aux citoyens ou le don à des organismes de bienfaisance.»

DES RESSOURCERIES À MÊME LES ÉCOCENTRES ?

Dans un mémoire déposé à Énercycle dans le cadre des consultations sur la révision du plan conjoint de gestion des matières résiduelles (PCGMR) 2023-2030, le Service d’aide au consommateur de la Mauricie (SAC) propose que certaines matières récupérables des écocentres soient rendues disponibles à la population. «Des citoyens et des artistes recycleurs nous ont informés qu’auparavant, il était possible d’accéder à des matériaux dans les écocentres», explique Sébastien Bois, intervenant en défense des droits au SAC. De nombreux citoyen.nes et certains organismes lui ont fait part de leur désir d’accéder à certaines matières qui s’y trouvent. «Plusieurs souhaitent l’implantation d’une ressourcerie qui pourrait ressembler à celle de Baie-Comeau», précise -t-il.

Le magasin de réemploi de Baie-Comeau, géré par la Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan, est d’ailleurs souvent cité comme modèle. Il permet d’offrir une seconde vie à un nombre incalculable de matériaux et d’objets, directement sur le site de l’écocentre.

Isabelle Giasson, directrice de la Régie, explique son fonctionnement :

«lorsqu’un citoyen entre à l’écocentre, il y passe par un poste de pré-tri, où tout ce qui peut avoir une deuxième vie ou être transformé sur place est séparé du reste. » Les objets et les matériaux sont ensuite inspectés et réparés au besoin avant d’être avant d’être placés en magasin à un prix abordable.

«L’objectif est de développer une véritable culture de la réparation, révèle madame Giasson. On cherche à inspirer les gens à faire les choses eux-mêmes, à réparer et à éviter d’acheter neuf. C’est aussi une façon de réduire les gaz à effet de serre», fait-elle valoir.

Lors d’une séance de consultation virtuelle en janvier dernier, les responsables du plan de gestion d’Énercycle ont confirmé avoir examiné la possibilité de créer de telles ressourceries sur les lieux des écocentres de la Mauricie ou de conclure des partenariats avec des organismes locaux pour assurer le réemploi des objets récupérables déposés aux écocentres. Ces mesures n’ont cependant pas été retenues dans le projet de PCGMR.

Pour monsieur Bois, les raisons évoquées par Énercycle pour rejeter ces options de réemploi sont peu convaincantes. «On nous sert des difficultés administratives. Or, l’implantation d’une

ressourcerie n’est pas obligée d’être sous l’administration d’Énercycle. Elle pourrait être faite avec un organisme à but non lucratif.»

Selon Lauréanne Daneau, directrice générale d’Environnement Mauricie, le réemploi est une pratique qui est difficile à mesurer. « Cela donne l’impression parfois qu’il n’y a rien qui se fait », explique-t-elle. Or, selon elle, plusieurs intervenants de la région travaillent actuellement à trouver des solutions pour le réemploi, notamment des encombrants.

On peut lire dans le nouveau projet de plan de gestion d’Énercycle, qu’il prévoit à court terme «documenter et soutenir les actions des organismes et entreprises d’économie sociale qui œuvrent en réemploi et en réduction à la source.»

Le magasin de réemploi de Baie-Comeau offre une seconde vie à un nombre incalculable de matériaux et d’objets, directement sur le site de l’écocentre.

VERSION LONGUE DISPONIBLE
au gazettemauricie.com

LA TÊTE DANS LES NUANCES

L’heure est-elle toujours à la lutte citoyenne pour l’environnement?

Dans le cadre du premier épisode d’une nouvelle série d’émissions de *La tête dans les nuances*, Anne-Sophie Doré, avocate au Centre québécois du droit de l’environnement, Philippe Duhamel, coordonnateur général du Regroupement vigilance hydrocarbure Québec et Éric Proulx, entrepreneur social impliqué dans le projet d’aire protégée de Saint-Mathieu-du-Parc ont réfléchi à voix haute sur le sens et la portée de l’engagement citoyen en matière d’environnement.

STÉPHANIE DUFRESNE

La dernière année a vu naître dans la région des regroupements de citoyennes et de citoyens qui revendiquent une meilleure protection de l’environnement. Les coupes forestières à proximité du parc récréoforestier de Saint-Mathieu-du-Parc, le triple projet de porcherie à Sainte-Adelphe et un développement industriel sur des milieux humides à Trois-Rivières ont fait l’objet d’importantes mobilisations.

UNE EXPERTISE CITOYENNE QUI SE DÉVELOPPE

Éric Proulx observe que la sensibilité environnementale est de plus en plus présente dans les milieux ruraux, particulièrement de la part des *néo-ruraux*, soit des gens de la ville qui s’installent en campagne. «Ces gens constatent que la réglementation n’est pas nécessairement adaptée aux nouveaux enjeux environnementaux et à l’acceptabilité sociale», dit-il. Ceux-ci se regroupent alors pour faire entendre leurs revendications sur la place publique.

À travers sa pratique, Anne-Sophie Doré constate la même chose : «tant au niveau provincial que régional ou municipal, il y a une prise de conscience qu’il faut aller au-delà des paroles et passer à l’action en matière d’environnement.»

Par le biais des diverses luttes, une expertise citoyenne s’est construite, souligne

Philippe Duhamel. La présence de personnes retraitées qui ont des expériences variées, «alliée à la fougue des jeunes et à tout le monde entre les deux» ont permis de construire et d’enraciner un héritage en matière de mobilisation, explique-t-il. Une observation que partage Éric Proulx qui note que la force du mouvement citoyen dont il fait partie, la Coalition pour la préservation du parc récréoforestier, découle à la fois de son aspect intergénérationnel et de la diversité des expertises qui le composent.

UNE LÉGISLATION «À LA REMORQUE» DES REVENDICATIONS

Est-ce que la législation environnementale au Québec a suivi la sensibilité populaire ?

Pour Philippe Duhamel, la législation est plutôt à la remorque des actions citoyennes. «Les lois actuelles sont le reflet d’un rapport de force citoyen face à l’entreprise et au gouvernement d’il y a peu près 10 ans, lance-t-il, on en est là où on en est parce que nos institutions ont failli à leur mission.»

Anne-Sophie Doré, confirme que pour s’assurer que les luttes citoyennes s’inscrivent dans la continuité, il faut que la population demande des améliorations législatives. Notant un manque dans l’accès à l’information en matière environnementale, l’avocate insiste sur la nécessité que des changements soient réalisés sur ce plan. «La base de toute action

citoyenne est de savoir ce qui se passe sur le territoire et quels sont les enjeux pour la protection de l’environnement», souligne-t-elle.

UNE VARIÉTÉ DE FORMES DE CONTESTATION

Lorsque la discussion bifurque sur les motivations émotives de l’engagement citoyen, Philippe Duhamel s’emballe : «Il est normal que ce soit émotif, dit-il, car c’est une question de vie ou de mort! Le climat nous envoie le message qu’on est à un moment de nature existentielle. Il faut se mettre en action et aller chercher des transformations profondes.»

Pour ce faire, il n’est pas exclu d’utiliser des méthodes d’action directes non violentes, telles que la désobéissance civile et la non-coopération. «On ne le fait pas de gaieté de cœur, mais quand les institutions ne répondent plus, le citoyen a le droit de retirer son consentement», explique-t-il.

Éric Proulx et les membres de la Coalition préconisent plutôt une stratégie d’occupation du territoire par des organismes du milieu, afin d’assurer sa protection.

Selon Anne-Sophie Doré, il est particulièrement important d’exiger une mise en œuvre rigoureuse du cadre légal. «Il faut rappeler au ministère de l’Environnement que sa mission principale, selon la loi, n’est pas d’autoriser des projets, mais bien de protéger l’environnement.»

UN SENS À LA VIE

Tous s’entendent pour dire que l’engagement et l’action citoyenne apportent des bénéfices pour ceux qui la pratiquent. Bien qu’elle demande souvent du sacrifice et beaucoup de travail, Philippe Duhamel est convaincu qu’elle donne aussi du sens à la vie. À travers celle-ci «on découvre aussi ce que c’est que d’être sur terre pour autre chose que magasiner le samedi au centre d’achats!» «Ça crée de la bonne humeur, ça nous sort du fatalisme et ça nous redonne un pouvoir citoyen», constate monsieur Proulx.

Si l’on en croit les invités de l’émission, les luttes citoyennes en matière d’environnement sont loin de s’essouffler. «L’époque dans laquelle on vit demande une réorganisation citoyenne pour développer des milieux en commun, croit Éric Proulx. On doit se retrouser les manches pour bâtir notre avenir.»

Pour monsieur Duhamel, «la seule certitude, c’est que si on ne se bat pas, on n’a rien. On est de plus en plus nombreux et la sensibilité est de plus en plus grande. Notre savoir-faire continue de grandir. Et ça donne des résultats!»

La tête dans les nuances est une collaboration *La Gazette de la Mauricie* et *NousTV*. Pour visionner l’émission, rendez-vous sur les sites web de l’un ou l’autre des deux médias.

Avez-vous de la difficulté à joindre les deux bouts ?

Consacrez-vous 30 % ou plus de votre revenu aux dépenses liées au logement ?

(ex. : loyer, électricité, chauffage)

Si vous êtes locataire, propriétaire ou en chambre, vous avez peut-être droit à un soutien financier provenant du programme Allocation-logement.

Recevez jusqu'à 100 \$ par mois!

Environ 19 000 ménages sont potentiellement admissibles en Mauricie.

Passez le mot !

LES ÉTAPES POUR DEMANDER L'ALLOCATION-LOGEMENT :

1. Téléphoner sans frais à Revenu Québec au **1 855 291-6467** (option 2).
Demander le formulaire.

2. Avoir les documents exigés :
déclaration de revenu, bail, factures d'électricité, de chauffage, d'impôt foncier, etc.

3. Retourner le formulaire par la poste. Inscription en tout temps.

VÉRIFIEZ SI VOUS AVEZ DROIT À L'ALLOCATION-LOGEMENT

ANNÉE DE PROGRAMMATION 2021-2022

Nombre de personnes dans votre ménage	Type de votre ménage	Le loyer* mensuel de votre ménage est supérieur ou égal à**	Le revenu annuel de votre ménage est inférieur ou égal à***
	Personne de 50 ans ou plus habitant une maison de chambres	198 \$	18 364 \$
	Personne avec un enfant ou plus habitant une maison de chambres		
	Personne seule de 50 ans ou plus	308 \$	18 364 \$
	Couple sans enfant dont au moins une des personnes est âgée de 50 ans ou plus	398 \$	27 971 \$
	Famille monoparentale avec un enfant		
	Couple avec un enfant	434 \$	27 971 \$
	Famille monoparentale avec deux enfants		
	Couple avec deux enfants	460 \$	27 971 \$
	Famille monoparentale avec trois enfants		
	Couple avec trois enfants ou plus	486 \$	27 971 \$
	Famille monoparentale avec quatre enfants ou plus		

* Le programme Allocation-logement s'applique également au remboursement d'un prêt hypothécaire.

** Si vous payez l'électricité ou le chauffage, vous pourriez être admissible au programme même si votre loyer est inférieur aux montants indiqués.

*** Il s'agit du revenu de l'année d'imposition 2020, excluant la pension alimentaire mensuelle reçue (pour un maximum de 350 \$ par enfant).

Colorier, colorer, couleurer : une exposition pour enfants qui accueille toutes les créativité

Avec les temps qui courent, certaines personnes ont peut-être l'impression que les paysages se délaissent de leurs couleurs. Les jours d'hiver sont courts, froids et blancs, mais il semblerait qu'à travers l'exposition *colorier, colorer, couleurer* au Centre d'exposition Raymond-Lasnier, les couleurs reprennent leur place. L'exposition, qui sera présentée à nouveau du 12 février au 3 avril 2022, invite les enfants à mettre de la couleur sur des œuvres d'art blanches... pour allumer des éclats multicolores dans leurs yeux par la même occasion.

MAGALI BOISVERT

COLLABORATION SPÉCIALE
CULTURE TROIS-RIVIÈRES



REMETTRE DE LA COULEUR DANS DES PETITS UNIVERS

L'exposition itinérante *colorier, colorer, couleurer* a été conçue et réalisée par l'équipe des arts visuels de Culture Trois-Rivières. Le projet, unique en son genre au Québec, en est à son cinquième arrêt sur neuf prévus dans cette tournée d'une durée de vie de cinq ans.

Le concept est simple mais frappant : des œuvres d'art installatives entièrement blanches sont exposées dans le but que les jeunes (et moins jeunes) replacent des éléments colorés ou ajoutent de la couleur sur leur structure. Par exemple, des légumes abstraits se font replanter dans un potager et un jardin blanc de fleurs pourra être colorié par des petites mains. Le processus s'inscrit dans une mission de démocratisation de l'art, avec une formule résolument participative.

Toutes les œuvres ont été réalisées par des artistes évoluant à Trois-Rivières, dont l'autrice Diane Longpré, qui a écrit l'histoire *Tirer ses ficelles* (illustrée par Frédérique Guichard), le fil conducteur de l'exposition. Parmi les artistes visuels, on compte Suzie Bergeron, Ève Tellier-Bédard, Valérie Morrisette, Geneviève Baril, Martin Brousseau et le duo de Kevin et Brian Pott de Cinetic.

TROIS FAÇONS DE COLORIER

L'une des idées maitresses du projet a été un grand désir d'accueillir tous les types de créativité chez les enfants. L'équipe en est venue à trois portraits différents liés à l'acte de création: les enfants qui colorient, ceux qui colorent et ceux qui couleurent.

La directrice des arts visuels, Marie-Andrée Levasseur, a des étoiles dans les yeux en disant : « Colorier, c'est être dans les lignes, faire les choses comme il faut, de la bonne façon, comme il se doit. Colorer, c'est un peu déborder, dépasser, mais en se permettant une petite folie créative. Couleurer, c'est en dehors des lignes, comme ça te tente, comme tu veux. »

Avec l'installation de l'arbre, par exemple, l'équipe a vu des enfants aller placer les feuilles aimantées sagement sur les branches, d'autres en disposaient sur le tronc, alors que certains lançaient les feuilles, qui venaient se plaquer sur la structure. À chaque enfant, une manière différente mais valide de vivre la création.

DES ADULTES PRIS AU JEU

L'exposition s'adresse principalement aux enfants de 3 à 10 ans, mais elle renferme un potentiel de transformation à tous les âges. Marie-Ève Bérubé, responsable des expositions, en est convaincue : « Je pense que cette expo peut faire une différence auprès des enfants, mais aussi auprès des parents dans leur façon d'interagir avec leurs enfants. »

Plusieurs adultes, aussi, viennent seuls fouler le plancher du Centre d'exposition Raymond-Lasnier : « Il y avait un monsieur, d'environ 80 ans, et il a avoué au guide que c'était la première fois qu'il coloriait de sa vie », se remémore Marie-Andrée Levasseur.

POUR UN RETOUR À LA COULEUR NORMALE

Une telle exposition — dont les œuvres sont désinfectées rigoureusement — arrive à point nommé, selon Marie-Ève Bérubé : « Ça va être nécessaire comme exposition à ce moment-ci, quand la vie commence à reprendre son cours normal, alors qu'on est habitué d'être dans une bulle. C'est le fait de se dire: "J'ai le droit de toucher!" » Et le droit d'être touché par l'art, quant à lui, reste toujours aussi essentiel. 9

La 2^e salle du Centre d'exposition Raymond-Lasnier est consacrée à un espace de médiation culturelle avec les enfants, avec un coin de jeu, des dessins et autres activités complémentaires telles que l'atelier thématique Expose ta couleur. L'album illustré Tirer ses ficelles est disponible à la bibliothèque Gatién-Lapointe et sur place à la salle d'exposition. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de Culture Trois-Rivières.



L'exposition *Colorier, colorer, couleurer* invite les enfants à mettre de la couleur sur des œuvres d'art blanches.



L'exposition s'adresse principalement aux enfants de 3 à 10 ans, mais elle renferme un potentiel de transformation à tous les âges.

René Villemure

Député de Trois-Rivières



Pour nous
joindre

819 371-5901

rene.villemure@parl.gc.ca

CECI
3-245 rue St-Georges
Trois-Rivières, QC G9A 2K1
*Aucun timbre requis



DÉCHIQUETAGE MOBILE DISPONIBLE!

GROUPE rcm
COLLECTE, TRI ET DÉCHIQUETAGE

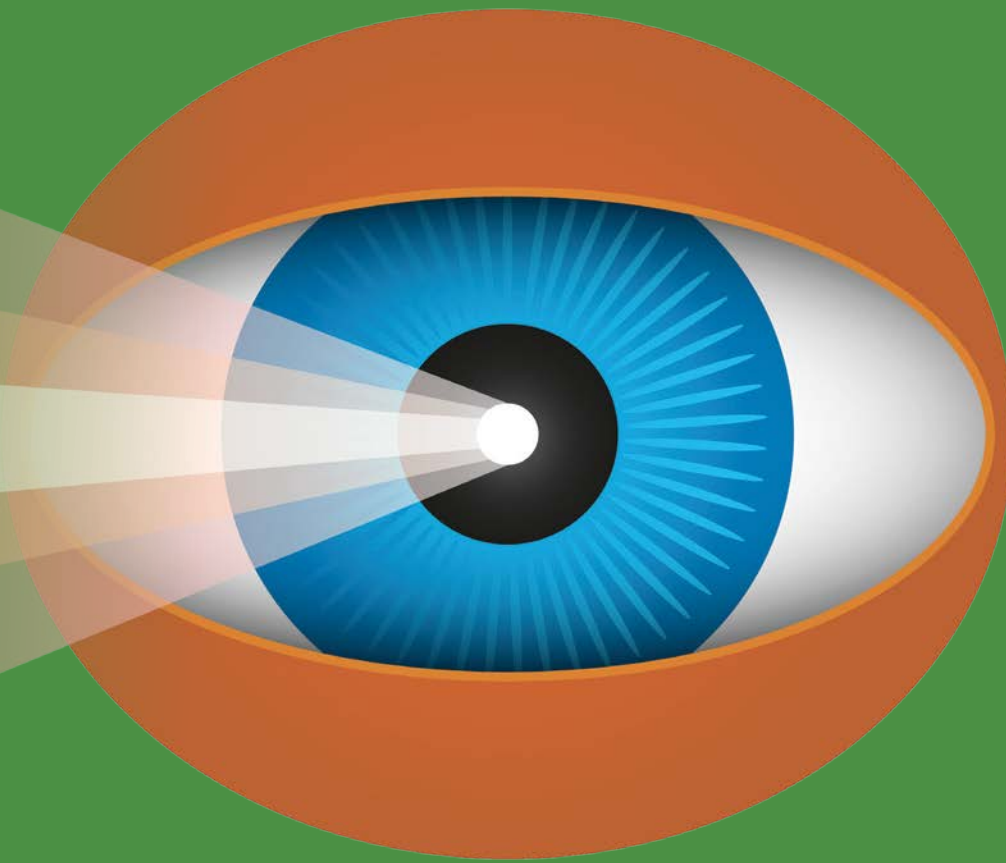
On s'en occupe... chez vous

2390, rue Louis-Allyson
Trois-Rivières

819 693-6463
www.groupercm.com

LES RENDEZ-VOUS DES CINÉMAS DU MONDE

4^e
ÉDITION



DU 21 AU 30 MARS 2022

AU CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES ET AU COLLÈGE LAFLÈCHE

UNE INITIATIVE DU COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES EN COLLABORATION AVEC LE
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES ET LE COLLÈGE LAFLÈCHE

**VIVRE EN GRAND - FEMMES D'ARGENTINE - LES OISEAUX IVRES
LE MUR INVISIBLE - STOP FILMING US**

cs3r.org

 **COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES**

 **CÉGEP
TROIS-
RIVIÈRES**

 **LAFLÈCHE**

GRILLE HORAIRE ET LIEUX DE PROJECTION



LES OISEAUX IVRES

2021 - 1 H 45 - Français

Ivan Grbovic
Film représentant
le Canada aux Oscars

LUNDI 21 MARS 19H
AU THÉÂTRE DU CÉGEP
DE TROIS-RIVIÈRES



LE MUR INVISIBLE

2020 - 53 MIN. - Français

Laurence B. Lemaire

MARDI 22 MARS 19H
AU THÉÂTRE DU CÉGEP
DE TROIS-RIVIÈRES



FEMMES D'ARGENTINE (QUE SEA LEY)

2020 - 1 H 27 - Espagnol avec
sous-titres en français

Juan Solanas

LUNDI 28 MARS 19H
À L'AMPHITHÉÂTRE
DU COLLÈGE LAFLÈCHE

MARDI LE 29 MARS 19H
AU THÉÂTRE DU CÉGEP
DE TROIS-RIVIÈRES



VIVRE EN GRAND (BIGGER THAN US)

2021 - 1 H 35 - Anglais avec
sous-titres en français

Flore Vasseur

MERCREDI 23 MARS 19H
AU THÉÂTRE DU CÉGEP
DE TROIS-RIVIÈRES



STOP FILMING US

2020 - 1 H 34 - Néerlandais/
anglais/français avec sous-titres
en français

Joris Postema

JEUDI 24 MARS 19H
À L'AMPHITHÉÂTRE
DU COLLÈGE LAFLÈCHE

MERCREDI 30 MARS 19H
AU THÉÂTRE DU CÉGEP
DE TROIS-RIVIÈRES

TARIFS

Billets en vente à l'entrée de
la salle avant la projection.
Payable en argent comptant
seulement.

ADULTES ET ÂÎNÉS : 8 \$

ÉTUDIANTS : 5 \$

Les projections présentées au cégep sont
gratuites pour les étudiant.e.s de l'institution
sur présentation de la carte étudiante.

Les projections présentées au Collège
Laflèche sont gratuites pour les étudiant.e.s
de l'institution sur présentation de la carte
étudiante.

**LE STATIONNEMENT
EST GRATUIT**





L'artiste trifluvien Philippe Boissonnet présente son exposition *Holoscape et autres paysages* au Centre national d'exposition de Jonquière.

Philippe Boissonnet : la fragilité du monde

Depuis le 30 janvier, l'artiste trifluvien Philippe Boissonnet présente son exposition *Holoscape et autres paysages* au Centre national d'exposition de Jonquière. Voici une belle occasion de revisiter son travail dans lequel le globe-terrestre et la géopolitique sont des thèmes marquants. L'événement dévoile surtout la pratique singulière du professeur du Département de philosophie et des arts de l'Université du Québec à Trois-Rivières et spécialiste à l'international de l'holographie.

KARINE BOUCHARD
LE SABORD

Sabord

Philippe Boissonnet nous explique son intérêt pour l'holographie: « Paradoxalement, je cherche à représenter par ma pratique l'instabilité du monde. Toutefois, pour créer une représentation holographique, il faut une très grande stabilité. Aucune vibration externe durant le moment de l'enregistrement n'est permise ». En effet, ce procédé, qui permet de reconstituer une image tridimensionnelle d'un objet grâce à ses ondes, se réalise à partir de rayons laser et ne peut recevoir de mouvement provenant de l'air ambiant. Il en résulte une reproduction transparente qui correspond aux premières recherches de l'artiste lors ses débuts à Paris : « j'étais intéressé par l'évanescence de l'image et par son instabilité, par la notion de présence et d'absence ainsi que par l'incertitude de la représentation ». Toute cette période a été fondamentale pour Philippe Boissonnet.

Au fil du parcours de l'artiste, cette méthode de photographie a servi à traduire la fragilité de la représentation du monde qui se transforme sans cesse : « J'ai interrogé l'individu dans le monde, l'image du monde et ce que je ressentais de ce monde en changement ». Et certaines périodes ont été plus marquantes que d'autres pour le créateur et professeur : « Une mutation du monde commençait à se faire sentir en 1992, dans la foulée des changements géopolitiques qui ont eu lieu après 1989. Et aujourd'hui, en 2022, nous ressentons à nouveau cette fragilité », explique Philippe Boissonnet.

En parallèle à l'holographie, les images de globes terrestres interpellent particulièrement Philippe Boissonnet : « la géopolitique a été rapidement intégrée dans mon vocabulaire entre autres par la création d'un globe terrestre gonflable qui

renvoie à une image dérisoire du monde supposé nous supporter. Je voulais créer un pendant à cette dite solidité. » En témoignent ses œuvres *Polarisation* (2021), *En reconstruction* (1993-2008) et *Monde en déflation* (2019) incluses dans l'exposition *Holoscape et autres paysages*.

L'événement est l'occasion de présenter une pièce importante de l'artiste qui amalgame la figure du globe terrestre et l'hologramme. L'œuvre *La conscience des limites (Dédales)* est située au milieu de la salle d'exposition. L'hologramme est suspendu au centre d'une structure cubique présentant une double image d'un globe terrestre gonflable de manière à perturber volontairement la perception du spectateur, comme le décrit Philippe Boissonnet : « En intégrant deux images l'une dans l'autre, nous assistons à une intrication visuelle du dedans et du dehors, du proche et du lointain ».

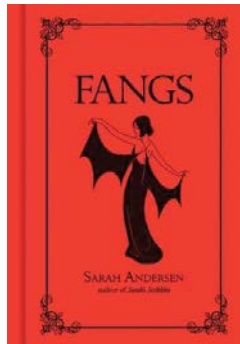
L'exposition est également l'occasion de découvrir de nouvelles voies créatives empruntées par l'artiste. Présenté sur un socle, *Artist Holo Memories* (2018) montre les connexions neuronales d'un cerveau. Cette nouvelle recherche s'est développée à la suite de l'obtention du prix international de la Hologram Foundation Awards du HoloCenter (Center for the Holographic Arts).

Bien que l'exposition couvre plusieurs angles de son travail, l'événement n'est qu'un chapitre pour Philippe Boissonnet : « j'ai une pratique complexe comportant de multiples facettes ». Cet été, ce sera l'occasion de découvrir un autre pan de sa démarche. Il sera amené, grâce à la collaboration de Culture 3R et de la Fondation Trois-Rivières durable, à réaliser une œuvre dans les parcs de Trois-Rivières avec les artistes Lorraine Beaulieu et Christine Ouellette. Un second projet, en Espagne cette fois, est dans la mire. Des occasions multiples de continuer à réfléchir autrement la fragilité du monde.

Suggestions littéraires



LIBRAIRIE POIRIER

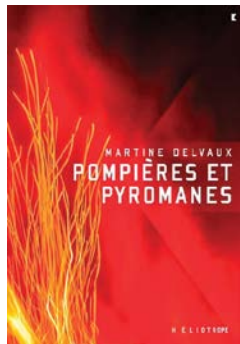


FANGS, SARAH ANDERSEN

C'est l'histoire de la rencontre entre Elsie et Jimmy, qui commence au Barbizarre sous les rayons d'une lune gibbeuse. La chimie est immédiate et les deux êtres se comprennent parfaitement. Qui voudrait bien sortir avec une vampire gothique née au 18^e siècle si ce n'est un loup-garou bohème et spirituel?

Cette jolie petite bande dessinée parue aux éditions 404 est un véritable plaisir de lecture. La relation improbable et pourtant adorable entre Elsie et Jimmy est ponctuée de moments cocasses qui font chaud (ou froid!) au cœur. Les fans de légendes occultes apprécieront les nombreux clins d'œil au vampirisme et à la lycanthropie qui sont ici adaptés aux goûts de l'ère moderne.

Laurence Primeau



POMPIÈRES ET PYROMANES, MARTINE DELVAUX

Dans ce dernier essai qu'elle adresse à sa fille, Martine Delvaux nous parle du feu sous toutes ses manifestations. Elle nous parle du feu qui ravage nos forêts, du feu qui a un jour avalé sa maison, mais aussi du feu qui animent les jeunes femmes. Son symbole est double: il peut réchauffer et nourrir, ou détruire et tuer.

Le livre prend la forme d'une fresque de fragments, où l'autrice aborde la crise du climat et la condition féminine. Un parallèle intéressant est instauré entre la violence faite contre la Terre et celle faite envers les femmes, les deux offrent la vie et en subissent quotidiennement les conséquences. Martine Delvaux nous montre que la réaction face au patriarcat et au capitalisme est double. D'une part ils nous inspirent à s'extirper du règne de la violence et à travailler main dans la main afin de créer un monde meilleur, d'autre part la colère qui en découle est d'une telle ampleur qu'elle donne envie de tout brûler pour repartir à zéro. Un texte indispensable pour toutes les générations et tous les genres.

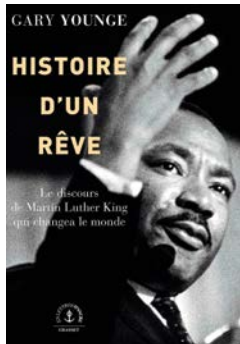
Laurence Primeau



MOKA, MON OMBRE ET MOI VINCENT SIVELL

Et si votre nombril pouvait parler, raisonner et agir par l'entremise de votre corps, son égoïsme serait-il si condamnable ? Après tout, son bien serait le vôtre également! C'est l'histoire que nous offre Vincent Sivell à travers un roman dynamique et riche qui explore les limites de notre relation avec soi. Transformer nos habitudes, nos réflexes et affronter nos peurs, ce sont des choses que nous repoussons trop souvent, car après tout, changer signifie toujours le sacrifice d'une part de notre personnalité. Dans une époque où règne sans foi ni loi l'individualisme, quel est la place des nombrils ? Vincent Sivell nous met en garde, et nous enseigne qu'il y a une différence majeure entre prendre soin de soi et prendre soin de son nombril. Un livre savoureux avec une écriture originale... mais ne lisez pas trop fort, votre nombril vous écoute!

Kilyan Bonnetti



HISTOIRE D'UN RÊVE GARY YOUNGE

« I have a dream... » sont sans doute les mots les plus connus de Martin Luther King, l'activiste des droits civiques le plus notoire. Prononcé le 28 août 1963 pour conclure la Marche sur Washington, le discours du pasteur marque l'histoire des États-Unis en rappelant à son peuple l'illusion insupportable du rêve américain pour la communauté afro-américaine à travers une ségrégation de plus en plus contestée. Dans *Histoire d'un rêve*, suivez la Marche sur Washington dans ses moindres détails : de son organisation à son rayonnement culturel en passant par le déroulement de la journée et le fameux discours du pasteur. Accessible à tous malgré son érudition hors pair, le livre de Younge nous révèle les coulisses et les rebondissements d'un des événements les plus importants de l'histoire du mouvement des droits civiques avec un sens de la narration soigné et dynamique.



RENDEZ-VOUS DES CINÉMAS DU MONDE

Les oiseaux ivres

Les oiseaux ivres (2021) d'Ivan Grbovic sera présenté le lundi 21 mars prochain à 19h au Théâtre du Cégep de Trois-Rivières, en ouverture de la 4^e édition des *Rendez-vous du cinéma du monde* organisée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières.

EDUARDO MALPICA
COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Avec *Les oiseaux ivres*, le réalisateur montréalais Ivan Grbovic, en collaboration avec la scénariste Sara Mishara, signe un deuxième long-métrage puissant et débordant de poésie. Son premier film, *Roméo Onze* (2011), ayant remporté un prix aux Rendez-vous du cinéma québécois 2013, avait été fort positivement remarqué par les cinéphiles. Il y dressait le portrait d'un jeune immigrant infirme qui devient, sur l'interface numérique, un riche et se défaire d'une vie bâtie autour de la peur et de la maladie.

Les oiseaux ivres raconte l'histoire d'une idylle interdite sur fond d'immigration et de violences. Recherché au Mexique par un baron de la drogue qui veut le liquider, Willy (Jorge Antonio Guerrero), follement amoureux de Marlena (Yoshira Escárrega), trouve refuge parmi un groupe de travailleurs agricoles saisonniers venus récolter la laitue au Québec.

La fuite lui permet alors de découvrir une nouvelle réalité, celle de ses compatriotes, où le dur labeur se conjugue parfois avec l'abus des patrons.

La quête de Willy se transforme ainsi en tableau onirique souvent interrompu par de longues journées de travail ardu et par les échanges parfois houleux entre les époux Bécotte, propriétaires de la ferme du même nom. Richard (Claude Legault) et Julie Bécotte (Hélène Florent), vivent en effet de profonds conflits intrafamiliaux. Ceux-ci déteignent encore plus sur le travail de la ferme lorsque leur fille adolescente (Marine Johnson) se déclare en farouche opposition à ses parents.

Du désert mexicain aux fermes de chez nous, en passant par les rues de Montréal, la trame narrative de *Les oiseaux ivres* emprunte les chemins du rêve et de la réalité crue et angoissante, de la poésie et de la violence. Derrière cela, on apprécie aussi bien un long et patient travail de réflexion sur l'image

et le son (la bande sonore est exceptionnelle!) qu'une magnifique collaboration entre acteurs québécois et mexicains. Le rôle principal revient à Jorge Antonio Guerrero que nous avons vu auparavant dans *Roma* (2018) du réalisateur mexicain Alfonso Cuarón.

Cette fresque, sans égale dans la cinématographie québécoise, sera présentée en ouverture de la 4^e édition des *Rendez-vous du cinéma du monde* organisée par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, en collaboration avec le Cégep de Trois-Rivières et le Collège Laflèche. Rappelons que ce film a été choisi pour représenter le Canada aux Oscars dans la catégorie du meilleur film en langue étrangère.

C'est donc un rendez-vous que l'on donne aux cinéphiles de la Mauricie du 21 au 30 mars 2022. Retrouvez toute la programmation au cs3r.org.



CHRONIQUE LINGUISTIQUE

Mot à mot : *chance*

MIREILLE PILOTTO
TRADUCTRICE ET RÉVISEURE

Un lecteur* me fait part de son doute quant aux formulations suivantes : « les gens qui fument ont plus de *chance* de contracter un cancer » et « chances de vent violent en soirée ». En effet, on peut ici douter... du pouvoir de la chance !

En français, on attribue plusieurs sens au mot *chance*. Celui que tout le monde aime est le sort favorable. Bien oui, comme lorsqu'une bonne fortune nous fait gagner un concours ou rencontrer une personne adorable ! (La *chance* peut toutefois être une force sombre : qui ne redoute pas la malchance ou la mauvaise *chance* ?)

Le terme *chance*, au pluriel surtout, désigne également une probabilité que quelque chose se produise. Le sens est alors neutre. Par exemple, vu leur compétence, les athlètes canadiens en surf des neiges avaient de grandes chances de remporter des médailles olympiques. Autre exemple, au singulier cette fois : durant les nuits de froid extrême, les personnes itinérantes ont moins de *chance* de survie.

On considère aussi la *chance* comme une puissance bénéfique qui est présumée régler le cours des événements de manière avantageuse ou désavantageuse – cela frôle parfois la pensée magique. Ainsi, une *chance* inespérée m'a permis de retrouver mes clés d'auto dans un stationnement enneigé. Par contre, pas de *chance*, j'ai raté de quelques minutes la visite d'une amie !

En anglais, *chance* englobe la notion d'un danger auquel on s'expose, ce qui n'est

pas le cas en français. Par conséquent, pour en revenir aux phrases présentées en introduction, vous comprenez qu'il est plus approprié d'énoncer que les fumeurs et fumeuses **risquent** davantage de développer un cancer et qu'on annonce une **probabilité** ou un **risque** de vents violents.

Retenons que le mot *risque* comporte toujours un aspect défavorable, car il signifie une possibilité d'accident, de malheur ou de perte, ou encore l'éventualité d'un événement qui peut avoir des conséquences fâcheuses. Exemple : dans les périodes de grand froid, les personnes itinérantes courent le risque de mourir.

Cependant, si on veut échapper à la dualité *chance/risque*, on peut choisir des termes neutres, comme **probabilité**, **possibilité**, **éventualité**, **hasard**.

En terminant, pensez-vous que le Canadien « prend une *chance* » en engageant un nouvel entraîneur qui n'en est pas un ? N'étant pas experte en hockey, je peux seulement dire que cette expression courante est calquée de l'anglais *to take a chance*. On préférera donc **courir la chance**, **tenter sa chance**, **tenter le sort** ou **prendre un risque**, **des risques** OU **le risque**, **courir le risque**, selon le contexte le plus plausible... pour les spécialistes de la sainte Flanelle.

* Je remercie vivement Normand Richard, le lecteur attentif qui m'a suggéré le sujet de la présente chronique.

SOURCES DISPONIBLES au [gazettemauricie.com](https://www.gazettemauricie.com)



LOCAUX À LOUER

Maison de la solidarité

Au 1060, St-François-Xavier à Trois-Rivières

3 locaux dont les dimensions varient de : de 122 pi² à 676 pi²
2 d'entre eux ont des emplacements fermés pour des bureaux individuels avec vestibule

Pourquoi la Maison de la Solidarité?

- ✓ Tarif sous le prix du marché
- ✓ Salles disponibles pour vos réunions
- ✓ Possibilité d'avoir Internet à 40\$/mois
- ✓ Aire de stationnement accessible et gratuit

- ✓ Aire de travail climatisée
- ✓ Cafétéria et service de traiteur sur place
- ✓ Centre d'entraînement à faible coût à même la Maison de la solidarité

Pour information communiquez avec Joanie Lahaie :
joanie.lahaie@comsep.qc.ca - 819-378-6963 poste : 2235



Pour plus de contenu,
Visitez-nous au

www.gazettemauricie.com

la gazette

DE LA MAURICIE

La crise du logement dans les médias : nier, juger ou se taire

Qu'il s'agisse d'une véritable crise sociopolitique, d'une circonstancielle pénurie de logements abordables ou d'un battage mené par les médias et alimenté par les partis d'opposition, l'épineuse question de l'habitation est définitivement inscrite à l'agenda en vue des élections de 2022. Dès lors que le parti au pouvoir nie l'existence de la crise, il semble toutefois qu'il ne reste comme postures médiatiques que spéculer, juger ou se taire.



ALEX DORVAL

Si la question du bon choix de mots pour qualifier la problématique (crise, pénurie, surchauffe, etc.) a été largement débattue dans l'espace public, une lecture plus approfondie des communiqués et de la revue de presse fait ressortir quelques angles morts dans le traitement médiatique. Est-ce seulement la faute des journalistes complaisants et des méchants médias ? Ce n'est pas si simple que ça !

NIER

Bien qu'ils refusent toujours de qualifier la situation de « crise du logement », François Legault et Andrée Laforest (ministre des Affaires municipales et de l'Habitation) ont présenté des solutions à une problématique qu'ils jugent non généralisée, mais propre à certaines villes et certains arrondissements de la métropole. Le 3 février dernier, la ministre annonçait ainsi un investissement de 200 millions visant la construction de logements abordables.

Ironie ou pragmatisme, le gouvernement a choisi de répondre avec « urgence » à une situation qu'il refuse de qualifier de « crise ».

Alors, aurait-il été possible de présenter les mêmes solutions tout en reconnaissant le caractère plus généralisé d'une « crise du logement » ? Quels sont « les impacts » qu'il faudrait craindre du fait de parler d'une « crise », auxquels François Legault faisait allusion au printemps 2021 en réponse aux attaques de l'opposition ?

Une interprétation possible est qu'en choisissant de nier la crise, le gouvernement déplaçait le cadre d'analyse d'une crise sociopolitique vers une crise médiatique.

Il venait du même coup de réduire le travail des journalistes à un travail spéculatif. Plutôt que de chercher à informer sur les causes de cette crise, on allait désormais spéculer sur la nature de la problématique. Crise ou pas crise ?

Les stratégies politiques savent bien que le cadre du déni permet de faire diversion. En tuant dans l'œuf la curiosité critique des journalistes, on éloigne l'attention des causes de la crise.

JUGER

Après s'être attardés sur la nature de la problématique, les médias ont surtout adopté l'angle restreint du jugement moral opposant locataires et locateurs.

Le scénario du locateur avide de profit qui augmente démesurément le loyer d'un locataire vulnérable traduit un rapport de force réel qui mérite d'être dénoncé. Mais le véritable problème est plutôt qu'en mettant l'accent sur un bouc émissaire (petits propriétaires) et en moralisant le cas, les médias laissent les acteurs économiques, politiques et financiers se complaire dans le silence.

Ce constat s'impose par suite de la prédominance de la thématique locataire versus locateur observée dans le traitement journalistique ainsi que de la faible diversité et la redondance des acteurs publics et des experts qui se sont prononcés depuis trois ans sur la nature de cette « crise », sur ses causes et ses solutions.

En effet, si la crise du logement est une crise sociale qui touche une myriade

de citoyen.ne.s et d'organisations, la médiatisation aura participé à réduire celle-ci à une lutte entre le représentant de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ), Hans Brouillette, et Véronique Laflamme, représentante du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Bien que cruciales, leurs postures médiatiques ne sauraient suffire à elles seules à constituer une analyse complète et impartiale de la situation.

En ce sens, l'angle médiatique qui oppose la CAQ aux partis d'opposition fait figure de doublure politique de cette personnalisation polarisante de la « crise du logement ».

SE TAIRE

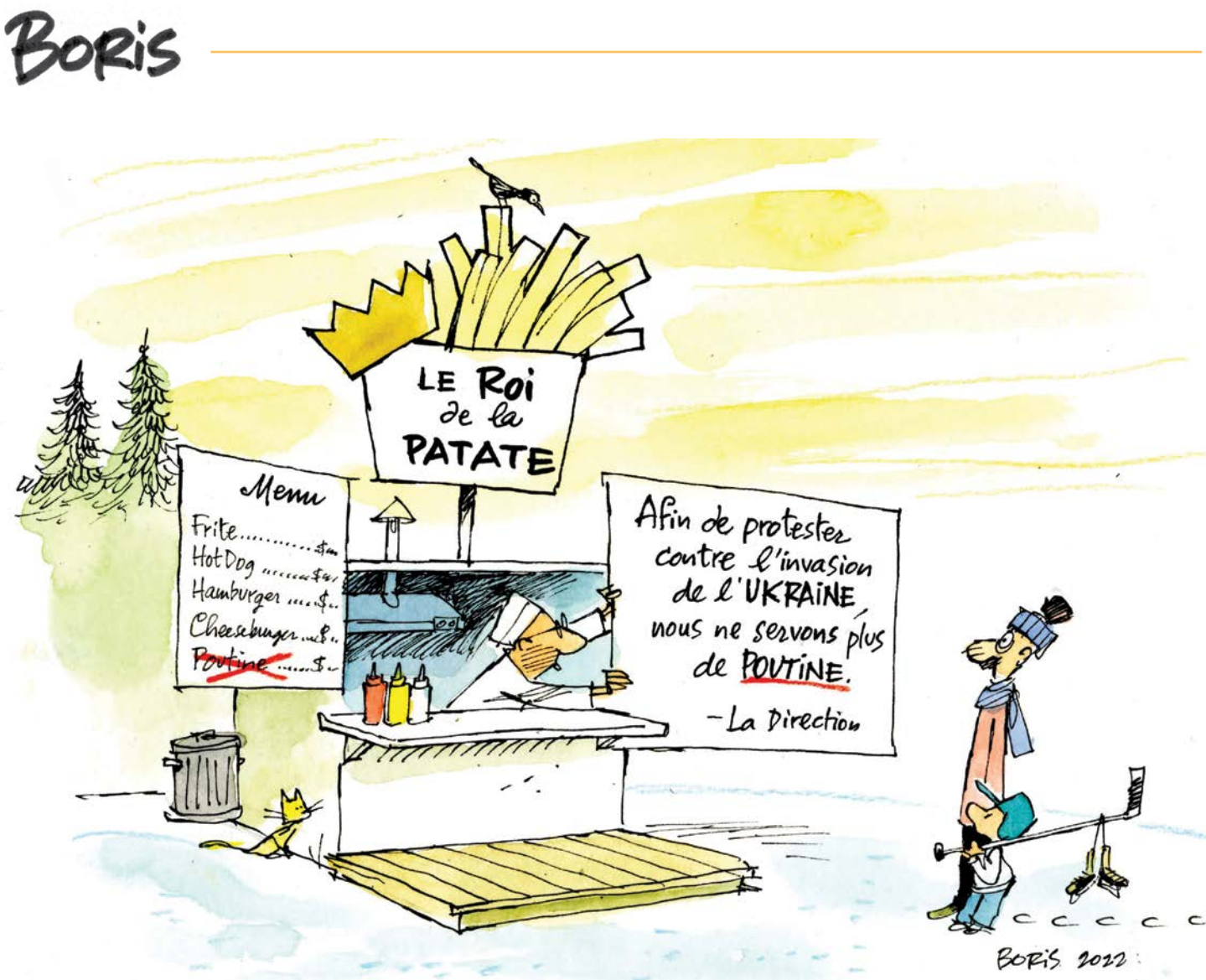
Le déni est souvent interprété comme la réponse de celui qui, par obligation, ne pouvait plus se taire. Ainsi, les élu.e.s se retrouvent tôt ou tard à devoir répondre à une question gênante. Une réalité qui n'est toutefois pas celle de tous les acteurs concernés par les problématiques de l'habitation.

Au banc des personnes qui ont reçu trop peu d'attention ou qui ont stratégiquement choisi de se taire dans le contexte de la couverture médiatique de la « crise du logement », nous pouvons penser à plusieurs spécialistes de l'économie, aux banquiers, aux prêteurs hypothécaires, aux compagnies de gestion immobilière, aux courtiers immobiliers, aux inspecteurs immobiliers, aux entrepreneurs généraux, aux fournisseurs de matériaux de construction, et j'en passe.

SILENCE STRATÉGIQUE

Au-delà de la dyade proprio-locataire, c'est une panoplie d'acteurs œuvrant au sein d'un vaste écosystème socioéconomique qu'il faut questionner quant à la nature de cette crise sociale, à ses causes et aux solutions à privilégier. Encore faudra-t-il dépasser le déni politique et tempérer la moralisation médiatique afin de dégager un portrait juste et global d'une problématique aussi complexe.

Mais la complexité, n'est-ce pas là l'essence d'une crise ?



DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Journaliste et coordonnatrice au contenu: Stéphanie Dufresne
Journaliste : Alex Dorval
Corretrices : Diane Vermette, Mireille Pilotto, Lise Bergeron.
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret
ISSN : 1717-2179

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)
[instagram.com gazette_mauricie](https://instagram.com/gazette_mauricie)

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Québec

Voir la vie en même

Durant les trois semaines de l’occupation du centre-ville d’Ottawa par le convoi de camions, nous avons été témoins, sur les réseaux sociaux, d’une polarisation grandissante à l’égard des différentes mesures sanitaires adoptées par les gouvernements fédéral et provinciaux. Afin d’affirmer clairement leurs positions, tant les personnes de gauche que de droite ont partagé en grand nombre des mêmes politiques. Quel est l’intérêt de partager un montage photo où l’on compare Justin Trudeau à un dictateur ou l’ensemble des camionneurs à des terroristes? Si certains diront qu’une image vaut mille mots, dans les deux cas, il y a des nuances essentielles à apporter avant d’en faire de telles comparaisons fallacieuses.

PAR MARC LANGLOIS

BIEN PLUS QU’UNE FONCTION HUMORISTIQUE

Bien que la nature du même politique soit d’aborder des questions politiques en employant un ton humoristique, ironique ou cynique, la professeure Limor Shifman, dans son ouvrage *Memes in Digital Culture*, affirme qu’ils servent également « à faire état d’une opinion, à participer au débat normatif sur comment le monde devrait fonctionner et, sur la meilleure façon d’atteindre cet idéal ». Toujours selon Shifman, au-delà de la moquerie, les mêmes politiques peuvent à la fois alimenter un soulèvement populaire et être un mode d’expression et de discussion publique.

Si certains mêmes politiques sont basés sur des faits et sont habilement montés, à l’image d’une caricature, il y en a de nombreux qui font des liens douteux en utilisant des stratégies telles que des amalgames, des anachronismes ou des sophismes de faux dilemme. Ainsi, ils viennent attribuer de fausses caractéristiques ou de fausses intentions aux individus ou aux groupes qui y sont dénoncés.

De la même manière que les fausses nouvelles, ces mêmes politiques viennent propager des représentations erronées des événements ou des positions qu’ils dénoncent. Les enjeux complexes, qui devraient être analysés avec nuance et rigueur, se voient traités de manière simpliste, émotive et fallacieuse.



C’EST AUSSI UNE QUESTION DE LITTÉRATIE

En gardant à l’esprit qu’une majorité de Canadien.nes utilise les réseaux sociaux comme principale source d’information, selon la Fondation pour le journalisme canadien, et qu’une majorité de Québécois.es n’atteint pas le niveau 3 de littératie considéré comme le seuil à atteindre pour « lire des textes denses ou longs nécessitant d’interpréter et de donner du sens aux informations », selon la Fondation pour l’alphabétisation, nous pouvons nous questionner sur la capacité de nombreux individus à départager le vrai du faux.

Si un seul même peut paraître drôle et inoffensif, qu’en est-il du

cumul de mêmes partagés par un.e sympathisant.e à une cause? Est-ce que l’ensemble de ces mêmes politiques leur permet de donner un sens au monde dans lequel ils/elles vivent? Ou est-ce que les mêmes politiques leur servent plutôt à confirmer une représentation du monde qu’ils/elles se sont fait a priori? Force est de constater que dans les deux cas, ces représentations sont biaisées.

Si certaines personnes pensent participer au débat politique en partageant des mêmes trompeurs, peut-être contribuent-elles plutôt, en se basant sur des faussetés ou des demi-vérités, à déplacer une discussion rationnelle et nuancée vers une discussion émotive et polarisante.



Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles il est légitime de critiquer et de débattre sur les mesures sanitaires adoptées par les gouvernements. Or, il est difficile de commencer un débat quand les perceptions de départ sont à ce point tronquées qu’il n’est plus possible pour certains individus de distinguer le vrai du faux. Cette occupation de la ville d’Ottawa aurait pu être une belle occasion d’avoir un débat constructif; elle semble plutôt avoir accentué des divisions politiques de plus en plus difficiles à réconcilier. Cette réconciliation nécessitera assurément un examen des mondes imaginaires et symboliques que les mêmes politiques auront contribué à façonner. 

OPINION

LETTRE OUVERTE

Airbnb : Trois-Rivières doit réagir

Trois-Rivières, comme beaucoup d’autres villes d’importance au Québec, traverse une grave crise du logement qui frappe durement les familles comme les individus. Le taux d’inoccupation des logements locatifs sur le territoire de Trois-Rivières atteint un anémique 1,6% et fait en sorte que de plus en plus de familles peinent à trouver un logement adéquat pour y vivre.

Dans un tel contexte de pénurie locative, il est inconcevable qu’une partie du parc immobilier soit, dans un but de rentabilité extrême, réservée exclusivement à la location à court terme. La récente tentative d’éviction des locataires d’un immeuble de six logements à Trois-Rivières pour faire place à un «service de locations Airbnb» constitue un exemple flagrant de ce genre d’abus.

Le droit au logement en est un formellement reconnu dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels auquel a adhéré le Canada, adhésion qui engage, par voie de conséquence, les différents paliers de gouvernement. À ce titre, les municipalités du Québec ont donc une responsabilité indéniable à l’égard de l’accès au logement.

Sans intervention rapide du conseil municipal de notre ville afin d’interdire ce type d’abus, la crise du logement que nous vivons présentement ne peut que s’accroître. Nul ne peut douter que permettre le changement de vocation du parc immobilier résidentiel à des fins de rentabilité à court terme aura un impact fort négatif sur la qualité de vie de nos concitoyens et concitoyennes.

Le conseil municipal de Trois-Rivières dispose de tous les leviers politiques et juridiques pour répondre positivement à notre requête. Il serait inadmissible qu’une situation déplorable comme celle vécue récemment par nos concitoyennes et concitoyens locataires puisse se reproduire et frapper d’autres ménages de notre ville.

Nous, citoyens et citoyennes de la ville de Trois-Rivières, interpellons donc le conseil municipal de notre ville afin que celui-ci interdise sans tarder la location à court terme de logements (modèle du «Airbnb») sur son territoire, et ce, pour toutes résidences secondaires ou immeubles locatifs. 

SIGNATAIRES

Réal Boisvert, Michel Morency, Diane Vermette, Réjeanne Clair, Pierre Lavergne, Lucie Morinville, Jean-Yves Proulx, Yvon Rousseau, Florie Dumas-Kemp, Suzanne Racine, Louise Boisvert, Valérie Delage, Henri-Georges Sévigny, Richard Grenier, Marie-Line Audet, Louise Hains, Jules Bergeron, Lucie Godbout, Josée Nadeau, Nicole Morin, Daniel Landry, Lise Cloutier, Jean-Sébastien Gauthier, François Champoux, René Turcotte, Isabelle Gascon, Geneviève Turbide-L’Étoile, Louise Roy, Marie-Pier Gauthier, Cecilia Protz, Émilie Turbide-L’Étoile, Marianne Bargiel, Jean-Philippe Dufresne, Hélène Harnois, Diane Turbide, Hélène Milette, Francine Lemay, Claire Goneau Lafond, Annie Lafontaine, Michel Chamberland, Joanie Milette, Luc Boisvert, Céline Ricard, François Bellemare, Marcel Poirier, Louise Faucher, Denise Veillet, Maurice Boivin, Jean-Claude Landry, Louise Boivin, Emanuel Aubin, Bruno Fabi, Lise Landry, Lucie Bellemare, Mireille Doucet Landry, Claude Bernier, Fernand Villemure, Micheline Dubé, Jean-Yves Landry, Gilles Héroux, Michel Tourigny, Carole Thibeault, France Ouellette, Mario Tousignant, Carmen Montour, Régent Ladouceur, Louise Cormier, Denise Dargis, Normand Caron, Louise St-Arnault, Raymonde Fortin, Mireille Pilotto, Yvon Pinet, Louise Mathieu, Lise Bourassa, Samuel Beauchemin, Louis-Serge Gill, Anne-Julie Morasse, Kristina Monfette-Fortin, François Bernier, Johanne Gauthier, Monique Corbeil, Luce Paquin, Gabrielle Champagne, Steven Roy-Cullen, Coralie Gagnon-Voyer, Marguerite Surprenant, Charles Fontaine, Michel Nolin, Nanouk Abonnenc, Serge Gadbois, Sabrina Morasse, Jeannine Lamarre, Maxime Cossette, Yvon Leclerc, Simon Roy, Mariette Gélinas, Jean-François Pruneau, Christiane Bernier, Alain Dumais, Violette Tousignant, Adis Simidzija, Guy Milette, Emeric Caron, Sylvie Lapierre, Simon Lantz, Claude Lacaille, Joliane Dufresne, Pierre Potvin, David Turcotte, Yolande Rény, Angèle Tremblay, Lise Bergeron, Micheline Houle, Line Jobin, Marie-Anne Giguère, Jean-Simon Desjardins, Thérèse Beaudoin, Patrick Hainse, France Charest, Stéphanie Demers, Claudine Rivest, Christine Pepin, Carol-Ann Hobbs, Joane Bergeron, Romane Dumas-Kemp, Daniel Poulin, Sébastien Goyette Cournoyer, Diane Martel, Anick Grégoire, André Lamy, Guillaume Brouillette, Lise Turcotte, Lianne Seykora, Eugénie Viau, Misia Robins, Diana Miville-Durand, David Turcotte, Gabriel Houle, Mathieu Kleinprintz, Liliane Charbonneau, Laurence Dubois, Mathieu Courchesne, Jean-Luc Jr Bilodeau, Kathy Fecteau, Marjolaine Wiscutie, Marie-Josée Tardif, Frédéric-Alexandre Beaupré, Laurence Brissette, Wendy Paillé-Lacerte, Marylie Frost, Samuel Lacerte, Layla Al Gawhen, Jean-François Beauvilliers, Muna Mohammad, Vicky Gélinas, Liliana Ruffin, Joanie Lahaie, Alexandra Jutras, Hervé Rosset, Sophie Guilbeault, Marie-Claude Camirand, Marie-Pier Leveillé, Isabelle Hardy, Nathalie Gautier, Nathalie Lambert, Sylvie Tardif, Patrick Gingras, William Beaudoin, Nicole Lavoie, Michèle Plante, Laurence Dubois, Marc Benoît, Norma De Grandmont, Mylène Dupont.



LES GRANDS ENJEUX

Agir, c'est comprendre notre monde!

Pour une relance plus juste

Femmes et jeunes filles

À travers le monde, les inégalités vécues au quotidien par les femmes et les jeunes filles se sont nettement accentuées avec la pandémie :

- Une augmentation des travaux domestiques non rémunérés à la suite de la fermeture des écoles;
- Une augmentation des soins offerts par les femmes aux personnes malades;
- La responsabilité de nourrir et de soigner leurs proches dans un contexte de pandémie;
- Le visage féminin de la pauvreté qui s'accroît, alors que déjà 47 millions de femmes vivent avec moins de 1,90 \$ par jour;
- Les grandes décisions liées à la pandémie sont prises majoritairement par des hommes, les femmes, elles, sont exclues;
- Une augmentation de la violence envers les enfants et les femmes pendant le confinement;

Que faire ?

L'Association pour les droits des femmes dans le développement propose un manifeste pour une relance féministe qui est composée de plusieurs actions, principalement :

1. Restructurer le marché du travail en privilégiant l'accès à un travail décent et sécurisé socialement;
2. Réformer les systèmes fiscaux mondiaux pour lutter contre les paradis fiscaux, afin que les ressources servent notamment à soutenir les groupes les plus vulnérables de la société;
3. Mettre en place des systèmes de santé en investissant dans les infrastructures de soins et en offrant des conditions de travail décentes pour les personnes employées;
4. Allouer des ressources aux mouvements féministes et aux organisations dirigées par les communautés;
5. Traiter les racines profondes de la violence basée sur le genre et créer des solutions de rechange aux systèmes de police et de justice criminelle.

La pandémie de COVID-19 a approfondi les inégalités mondiales. On l'observe avec la question d'accès aux vaccins et aussi avec l'accumulation de richesses pour certaines personnes en temps de pandémie. **Par exemple, en décembre 2021, seulement 6 % de la population des pays à faible revenu avaient reçu au moins une dose de vaccin, contre 74 % dans les pays à revenu élevé.** On prévoit qu'en 2024, la vaccination des populations du Sud sera terminée, alors que pour nous, en Occident, les vaccins sont déjà offerts en quantité amplement suffisante.



Éducation

La fin abrupte de l'école a eu de graves conséquences à travers le monde. Certes, des formations à distance ont été déployées dans plusieurs pays. Toutefois, 463 millions d'élèves n'ont pu accéder à l'éducation à distance. Plusieurs élèves n'ont pas accès à Internet ni à l'électricité ou encore leur pays n'offrait tout simplement pas de formation à distance. Ainsi, plusieurs enfants ne pourront jamais retourner à l'école après avoir dû trouver un travail pour subvenir aux besoins de leur famille. D'autres conséquences désastreuses sont aussi liées à la fermeture des écoles, comme :

- La perte d'un soutien alimentaire tel que les repas gratuits offerts à l'école : une baisse de 40 % des services de nutrition pour les femmes et les enfants a été observée dans 135 pays;
- L'absence d'un espace sécuritaire représenté par l'école;
- L'augmentation des abus et de la violence envers les enfants;
- Quatre millions de filles dans le monde sont à risque de mariage précoce;
- Une augmentation des mariages précoces et de l'exploitation sexuelle;
- Une hausse préoccupante du nombre d'enfants occupant un emploi dangereux, ou encore obligés de rejoindre un groupe armé dans les pays en conflit.

Que faire ?

Le mouvement Campagne mondiale pour l'éducation revendique des actions concrètes pour arrêter la privatisation de l'éducation et le cercle vicieux de l'endettement dans lequel sont pris les États les plus pauvres. Le droit à l'éducation est fondamental et il doit être soutenu par un système d'éducation publique de qualité pour en garantir l'accès universel.

En ce sens, la Campagne mondiale pour l'éducation propose d'augmenter les budgets pour l'éducation et de s'assurer que ceux-ci répondent vraiment aux besoins des personnes.

LISEZ

La série de sept fiches pédagogiques, rédigées par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) concernant les sujets incontournables de la solidarité internationale en lien avec les enjeux d'une relance plus juste : <https://bit.ly/3BHVUnM>

CONSULTEZ

Les documents préparés par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) regroupés sous le titre : Après la pandémie: poser les jalons d'une économie post-COVID juste et résiliente : <https://bit.ly/33J02FL>



Quant au total des richesses accumulées pendant la pandémie par les dix personnes les plus riches de la planète, cette fortune suffirait largement à fournir la vaccination à toutes et tous, et ce, sans compter la couverture de la logistique et du coût des vaccins. De surcroît, ce montant faramineux contribuerait à prévenir l'accroissement de la pauvreté en raison de la pandémie.

Avec ces exemples, on comprend bien qu'il est certain que nous traversons tous la même tempête, mais, définitivement, nous ne sommes pas dans le même bateau. Ces inégalités de plus en plus croissantes sont observées dans plusieurs domaines. C'est pourquoi, une relance plus juste s'avère nécessaire.



Agriculture et alimentation

La COVID-19 a eu des impacts considérables sur l'approvisionnement et la distribution de la nourriture dans le monde. La fermeture des frontières et des marchés a eu plusieurs conséquences :

- Un accès limité à la nourriture en raison de l'interdiction des vols qui la transportent;
- Une baisse de la fréquence, la fermeture ou l'interdiction de tenir des marchés locaux;
- Augmentation de la mainmise de grands supermarchés au détriment de petits commerces, qui eux ont dû fermer;
- Des produits alimentaires plus chers et géographiquement moins accessibles;
- Des aliments moins diversifiés et moins nutritifs;
- Une augmentation du fardeau du travail à la maison pour les femmes, car elles doivent obtenir et produire de la nourriture dans ces pénibles circonstances.

Que faire ?

Le regroupement Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC) et le plus grand mouvement mondial paysan la Via Campesina proposent plusieurs solutions, notamment :

- Un changement vers une agriculture plus écologique;
- La primauté des politiques publiques axées sur le bien commun avant celles se bâtissant autour du tout-au-marché;
- La souveraineté alimentaire basée sur le droit des communautés à définir leurs systèmes alimentaires et à développer des politiques sur la production, la distribution et la consommation des aliments.

Nous traversons tous la même tempête mais nous ne sommes pas tous dans le même bateau



Santé

La pandémie de COVID-19 a eu comme effet d'affaiblir les systèmes de santé des pays du Sud. En plus des ressources humaines limitées, plusieurs pays ont dû composer avec le manque d'oxygène et d'équipements de protection individuelle pour le personnel de la santé, comme des masques et des gants. Dans ces conditions, il est difficile de faire face à la pandémie sur le plan médical.

Les effets de la pandémie se sont fait sentir dans l'ensemble des systèmes de santé. La majorité des efforts ont été concentrés pour lutter contre la COVID-19 et cela a eu différents impacts comme :

- Une diminution de l'accès aux soins pour la santé reproductive, néonatale et infantile;
- Un manque de personnel pour les accouchements;
- Un manque d'accès à d'autres traitements, comme pour soigner les pneumonies;
- Un recul de la lutte contre le sida dans le monde et une augmentation de 104 % du VIH chez les enfants;
- La perturbation des campagnes de vaccination de routine, comme pour la rougeole, dans 37 % des pays

Que faire ?

La vaccination apparaît comme une solution essentielle pour atténuer cette crise. Par contre, elle doit être accessible et cela est difficile tant que les vaccins sont gérés par des intérêts commerciaux. Également, la pleine reconnaissance de la santé comme un droit est capital pour insister sur la nécessité de financer adéquatement une couverture universelle et des soins publics.

Le mouvement 350.org a plusieurs revendications qui vont en ce sens, et notamment une exemption immédiate des brevets pour les vaccins, afin d'assurer un accès équitable à la vaccination contre la COVID-19. AWID, organisation féministe, associative et internationale, revendique aussi cette exemption, ainsi que :

- Soutenir l'adoption d'un traité international dans le but d'éviter l'exploitation des services de santé publique sous-financés par les corporations transnationales;
- Exiger que les États et les institutions multilatérales comme la Banque mondiale sauvegardent les services publics et la recherche scientifique pour préserver leur indépendance face aux intérêts corporatifs qui souhaitent profiter de la crise socio-sanitaire pour s'enrichir.



REVENDIQUEZ

La diminution du financement des dépenses militaires mondiales. Les gouvernements occidentaux ont contribué, en 2020, à hauteur de 1830 milliards de dollars. Pendant ce temps, ceux-ci négligent le soutien financier à la paix et au développement. Au Canada, l'engagement historique de 0.7% du revenu national brut (RNB), en aide publique au développement (APD), n'a jamais été respecté. En 2020, les contributions canadiennes à l'APD n'ont représenté que 0,32 % du RNB.

SOUTENEZ

La Campagne mondiale pour l'éducation qui lance une campagne mondiale sur l'éducation dans les situations d'urgence : Protégeons l'éducation en situations d'urgence! #ProtectEiENow : <https://bit.ly/3IrdkHy>

Chili : une « explosion » de dignité et une gauche renouvelée secouent « l'oasis de paix » néolibéral

Le 11 mars, le président de gauche Gabriel Boric, 36 ans, prendra les rênes du Chili après une victoire aussi historique que fracassante sur José Antonio Kast, représentant de l'extrême droite et admirateur du dictateur Augusto Pinochet.



Gabriel Boric avec la docteur Izkia Siches, 35 ans, Ministre de l'intérieur et première femme occupant le poste dans l'histoire du pays, lors de la présentation de son gouvernement le 21 janvier 2022.

EDUARDO MALPICA

AGENT AUX COMMUNICATIONS, EN ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE ET EN MOBILISATION DU PUBLIC DU CS3R.

M. Boric l'a emporté avec 55,87 % des voix contre 44,13 % pour M. Kast lors du deuxième tour des élections en décembre dernier. Quelle est cette gauche qui allie le changement social et la défense des droits humains? Quels sont les

Durant les trente dernières années, l'élite du Chili s'est enrichie aux dépens du peuple, les inégalités ne cessant d'augmenter. Les travailleurs se sont vus spoliés par la privatisation forcée des régimes de pensions [...]. L'éducation, la santé et l'eau ont également été privatisées. Depuis plusieurs années, le coût de la vie ne cesse de croître, qu'il s'agisse du prix de l'essence comme celui des transports en commun ou des médicaments. »

- Claude Lacaille

défis qui l'attendent dans un contexte de fragilisation de l'économie due à la pandémie de COVID-19?

Au début d'octobre 2019, l'ex-président chilien Sebastián Piñera, interrogé à propos des protestations sociales qui secouaient la région latino-américaine, a qualifié le Chili « d'oasis de paix » au milieu d'un sous-continent convulsionné par les crises économiques et sociales. Par cette figure paradisiaque, M. Piñera faisait référence à la croissance et à la création d'emplois au pays reposant sur une « démocratie stable ». Deux semaines plus tard, la rue brisait l'illusion et exigeait de profonds changements.

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Claude Lacaille, prêtre et militant de longue date pour les droits humains en Amérique latine et au Québec, écrivait, en décembre 2019, la situation ainsi : « Durant les trente dernières années, l'élite du Chili s'est enrichie aux dépens du peuple, les inégalités ne cessant d'augmenter. Les travailleurs se sont vus spoliés par la privatisation forcée des régimes de pensions [...]. L'éducation, la santé et l'eau ont également été privatisées. Depuis plusieurs années, le coût de la vie ne cesse de croître, qu'il s'agisse du prix de l'essence comme celui des transports en commun ou des médicaments. »

Dans les faits, les conséquences de ce que l'on a nommé « le laboratoire du néolibéralisme » à la suite du coup d'État sanglant dirigé par le général Pinochet contre le président socialiste Salvador Allende, en 1973, ne se sont pas atténuées avec la fin de la dictature en 1989. Selon la politologue Marie-Christine Doran, la transition ouverte par le départ du dictateur a mis en place « une

démocratie sans justice ». Ce contexte permet, en 2001, l'émergence de la plate-forme politique *Pour un Chili juste*, vaste mouvement en faveur des droits humains et de la nécessité de transformation de la démocratie chilienne.

Avec en apparence de « bons » indicateurs macroéconomiques, selon les institutions financières internationales, le Chili a ainsi traversé pendant la décennie 2010 une crise de légitimité et de confiance envers ses institutions politiques. En témoignent moult mobilisations sociales : en 2006, celles-ci ont été portées en grande partie par des lycéens (la « Révolution Pingouin ») ; les mobilisations étudiantes de 2011, dont l'actuel président est issu; la révolution féministe de 2018, au cours de laquelle les femmes ont, entre autres, exigé la fin de la violence sexiste ; et finalement « l'explosion » d'octobre 2019 qui montre bien la persistance du mécontentement social.

Le mouvement de contestation de 2019, réprimé dans le sang, a aussi conduit à un large consensus politique en faveur d'un changement de la Constitution, héritée de la dictature pinochetiste. En octobre 2020 avait lieu un référendum lors duquel 80% de la population a voté en faveur d'un tel changement. De cet événement politique est née la coalition

Apruebo Dignidad (J'approuve la dignité), portée au pouvoir avec M. Boric. La gauche qui s'est bâtie autour d'*Apruebo*, est porteuse d'un projet de justice sociale qui accouchera, selon la promesse du jeune président, d'un État-Providence. Il est donc loin des accusations de communiste de la part de ses détracteurs. De plus, M. Boric a déjà formé son gouvernement qui est marqué par la force du pluralisme politique, avec la présence d'un représentant de la gauche modérée au ministère des Finances, une composante intergénérationnelle et une majorité de femmes.

Certes, sa victoire éclatante lui permet d'avoir les coudées franches pour entamer son gouvernement et procéder aux changements qu'il a promis de mettre en branle graduellement. Mais le rapport de forces au législatif lui est, pour le moment, défavorable puisque ses appuis à la chambre et au sénat sont minoritaires. De cette joute politique dépendra la force avec laquelle il pourra affronter la pandémie tout en réparant les inégalités et en posant les bases d'une nouvelle Constitution, document qui sera ratifié par le peuple au moyen d'un nouveau référendum cette année. C'est dire à quel point l'approfondissement de la démocratie s'avère capital pour rompre avec l'héritage de la dictature. 🇨🇱

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG - WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



Une jeunesse inspirée et inspirante

Cela fait déjà quelques années que le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous suit son cours au Comité de solidarité/Trois-Rivières (CS3R). Celui-ci vise à mobiliser et à mettre en action des jeunes de la région sur des enjeux qui leur tiennent à cœur, qu'on parle d'environnement, de justice sociale ou encore de féminisme. En passant par l'organisation d'une mobilisation sur le compostage, le déploiement d'une grande bannière pour le jour de la terre, l'organisation d'une conférence sur les écoféminismes, la rédaction de chroniques engagées, l'organisation d'une soirée quiz sur la consommation responsable, la création d'œuvres d'art engagées et bien plus. Au cours des dernières années, les militant.e.s impliqué.e.s dans le projet se sont rassemblé.e.s afin de participer à la construction d'un monde plus solidaire, démocratique, équitable, pacifique et écologique.

Bien qu'un grand nombre de jeunes tout aussi inspirant.e.s les un.e.s que les autres s'impliquent dans le projet, aujourd'hui, nous sommes heureux.ses de vous présenter quatre de ces belles personnes qui, année après année, s'impliquent avec cœur et détermination pour le bien commun.

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

BIANCA THIBAUT-LACHANCE, 24 ANS

Diplômée en technique de travail social du Cégep de Trois-Rivières, Bianca travaille dans le domaine de l'intervention sociale depuis six ans. Elle a également fait des études en développement durable et en agriculture urbaine. Bianca s'implique au CS3R depuis bientôt cinq ans. Elle a d'abord commencé en s'impliquant dans le comité jeunesse, le comité femmes, puis par la suite, dans le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous. Elle a même fait son stage final d'intervention ici-même au comité. Plusieurs enjeux touchent Bianca, tels que les inégalités sociales, la mondialisation, mais par-dessus tout ce sont les enjeux environnementaux ainsi que le féminisme qui la poussent à continuer à s'impliquer année après année. « Je m'intéresse beaucoup au féminisme, par exemple, à la place des femmes dans la société, à leur charge mentale et donc à toutes les revendications en lien avec les droits des femmes. » Pour Bianca, chaque personne peut contribuer à sa façon aux enjeux présents dans le monde, il faut tout d'abord s'informer, s'intéresser à ces sujets et aussi se remettre en question. Voilà la porte d'entrée de l'engagement, ensuite, il suffit de se mettre en action.



SABRINA MORASSE, 24 ANS

Sabrina est diplômée en technique d'éducation spécialisée au Collège Lafèche. Elle travaille maintenant depuis près de deux ans dans les écoles primaires de la région. L'un des aspects de son travail qui l'anime c'est de pouvoir allier intervention et sensibilisation. En effet, elle peut, à sa manière, semer des graines d'espoir et de solidarité dans la tête des jeunes qu'elle côtoie et les encourager à adopter des comportements respectueux de l'environnement et des autres. Sabrina s'implique dans le cadre du projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous depuis environ deux ans. « Ça me permet de côtoyer des gens un peu comme moi qui ont le goût de se mobiliser, de changer les choses et ça me permet d'en apprendre davantage sur différents enjeux. » Sabrina soutient que nous n'avons pas besoin de connaître à la perfection les enjeux ou bien d'avoir des compétences en particulier pour s'impliquer. Au contraire, c'est en s'impliquant et en côtoyant d'autres gens avec des intérêts similaires qu'on en apprend davantage. Sabrina croit que la construction d'un monde meilleur passe certainement par des gestes individuels, mais pour aller plus loin dans la réalisation de cet objectif, cela doit passer par des changements collectifs. En effet, c'est en se mobilisant à plusieurs et en faisant pression sur nos gouvernements afin qu'ils agissent concrètement pour une plus grande justice sociale et environnementale que nous pourrions faire avancer les choses.



CHARLES FONTAINE, 23 ANS

Charles est étudiant à la maîtrise en philosophie à l'Université du Québec à Trois-Rivières où il s'intéresse particulièrement à l'éthique de l'environnement. Il a un fort intérêt pour les luttes environnementales, mais aussi pour toutes les intersections qu'on peut y retrouver. Pensons entre autres aux différentes façons dont sont touchées les personnes marginalisées, les femmes et les populations des suds par les changements climatiques et les problèmes environnementaux. En effet, il s'avère primordial pour Charles de se questionner sur la façon de lutter de manière concertée contre les différentes formes d'oppression et donc d'intégrer une approche intersectionnelle aux luttes environnementales. Charles a travaillé quelques mois au CS3R dans le passé et depuis il a toujours continué à s'impliquer. « C'est ici, au comité, que je trouve un écho pour des initiatives citoyennes et que je rencontre des gens qui sont mobilisés sur des enjeux qui m'interpellent. » Il y a d'ailleurs fait la rencontre de plusieurs personnes qui l'ont inspiré à s'engager au quotidien. Pour Charles, son implication et son engagement autant au sein du CS3R que parmi les autres groupes auxquels il prend part, s'avère être une solution concrète pour lutter contre l'écoanxiété. Le fait de s'impliquer lui procure un sentiment de devoir accompli, c'est d'ailleurs une motivation pour lui de poursuivre son engagement. Comme Charles le dit si bien : « L'engagement citoyen c'est de transformer son quotidien pour tendre une main vers l'autre. »



SIMON LANTZ, 19 ANS

Entre ses études au cégep de Trois-Rivières en sciences, lettres et art, le sport et ses nombreux engagements, Simon s'implique dans le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous depuis le tout début du projet et répond présent à chacune des mobilisations et rencontres. Simon gravite autour du CS3R depuis qu'il est petit. En effet, ses deux parents ayant déjà travaillé au CS3R, Simon a été initié dès son plus jeune âge à l'importance de la participation citoyenne ainsi qu'aux valeurs de solidarité, d'entraide et d'égalité. Pour Simon, l'engagement citoyen peut permettre de faire bouger les choses et d'apporter des changements sociaux. « On est quand même entendu en tant que citoyen. Si on prend l'exemple de notre mobilisation l'année passée sur le compost, ça a eu un impact positif. » C'est d'ailleurs ce qui le motive à s'impliquer. Simon s'indigne devant l'écart de richesse qui se creuse et les inégalités de plus en plus grandissantes à travers le monde. Il considère donc important que nous, en tant que personnes privilégiées, avons le devoir de contribuer comme on le peut à un monde meilleur. Pour ce faire, Simon croit que c'est en s'engageant avec des groupes, tels que Citoyen.ne.s du monde et de chez nous que l'on peut amener des changements collectifs.



Bref, Bianca, Charles, Sabrina et Simon et les autres jeunes impliqué.e.s dans le projet sont chacun.e des personnes inspiré.e.s et inspirant.e.s qui à leur façon tentent de contribuer à un monde meilleur. Si tu as envie, toi aussi, de devenir un.e citoyen.ne engagé.e et de faire entendre ta voix sur des enjeux qui te tiennent à cœur, contacte-nous en écrivant à anne.julie.morasse@cs3r.org. 

Le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est une réalisation du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Il est rendu possible grâce à la contribution de Service jeunesse Canada.



Financé par le Gouvernement du Canada par le programme Service jeunesse Canada



Faites-vous entendre!

Après la bulle, le krach?

En pleine crise sanitaire, la valeur des actions au niveau mondial a atteint 93 700 milliards de dollars américains en 2020, soit une hausse de 20 % par rapport à 2019. Cette valeur boursière mondiale a surpassé la valeur de la production mondiale; elle atteint 134 % du PIB mondial. Aux États-Unis, qui représentent la moitié de la valeur boursière mondiale, cet indicateur atteint 194 %. Avec une autre hausse de 20 % en 2021, la bourse a donc atteint un sommet historique.



ALAIN DUMAS

Un tel sommet a de quoi inquiéter, car lorsque la valeur boursière dépasse le PIB, cela montre l'existence d'une bulle spéculative. Et puisque toute bulle finit par éclater, il y a donc un risque de krach boursier. C'est ce que nous enseigne l'histoire récente de la bourse. Comme le montre la figure ci-contre, les krachs boursiers de l'an 2000 et de 2008 ont été précédés par un dépassement de la valeur boursière par rapport au PIB.

LA FORMATION D'UNE BULLE SPÉCULATIVE

La bulle actuelle est alimentée en grande partie par les injections massives de

monnaie par les banques centrales depuis le début de la pandémie. Très simplement, les banques centrales ont acheté des milliers de milliards de dollars de bons du Trésor et d'obligations, ce qui a grossi les liquidités disponibles sur les marchés financiers et abaissé l'emprunt à un coût presque nul.

Si ces injections monétaires visaient à éviter une longue récession, elles ont aussi eu pour effet de stimuler l'achat d'actions à crédit. Ce phénomène, qu'on appelle l'effet de levier, consiste à multiplier la valeur des placements au-delà des fonds dont dispose un financier, dans le but d'accroître les gains potentiels. En usant de cette stratégie, la spéculation à court terme monte en intensité. Car, plus les spéculateurs empruntent pour acheter des actions, plus le prix des actions augmente, incitant d'autres spéculateurs à profiter des hausses boursières en

empruntant davantage, et ainsi de suite. Dès lors, la hausse nourrit la hausse, car les spéculateurs achètent pour ne pas rater la hausse. Ils s'enferment donc dans une logique moutonnaire, appelée mimétisme, dont la règle de conduite est la suivante : « mieux vaut avoir tort avec les autres que raison seul ».

Si les spéculateurs accompagnent la hausse boursière, ils font de même lorsqu'un mouvement à la baisse est initié. Les ventes sont d'autant plus massives et rapides que chacun tente de minimiser ses pertes ou de sauvegarder ses gains. La chute est souvent accentuée par les appels de marge de crédit qui forcent les spéculateurs à vendre des actions lorsque la valeur nette de leur compte de crédit devient négative.

C'est pour cette raison que les spéculateurs craignent un resserrement des

conditions monétaires des banques centrales. Dopés par des milliers de milliards de dollars de liquidités presque gratuites depuis le début de la pandémie, ils ne l'entendent pas de la même manière que les banques centrales lorsque celles-ci annoncent leur intention de remonter les taux d'intérêt. On le constate depuis le début de l'année. Les bourses vacillent à la moindre nouvelle qui pousserait les banques centrales à rehausser les taux d'intérêt, alors ces hausses ne feraient que rapprocher le taux d'intérêt de son niveau d'avant la pandémie.

Cette réaction n'est pas nouvelle. Car après avoir sauvé le système financier lors de la grande crise de 2008-2009, les banques centrales n'avaient pas réussi à ramener les montants injectés et les taux d'intérêt à une certaine normalité, et ce,

Suite à la page suivante

9 CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Le Bon Citoyen, bien plus qu'une friperie

Selon Statistique Canada, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 3,4 % en 2021; il s'agit de sa croissance la plus rapide depuis 1991. Suite à cette inflation fulgurante, plusieurs familles ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Par chance, ici en Mauricie, nous avons plusieurs ressources qui viennent en aide aux gens en situation de vulnérabilité. L'une d'entre elles attire notre attention par la diversité de ses services : l'organisme à but non lucratif Le Bon Citoyen.

VIRGINIE LESSARD

COLLABORATION CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Fondé en 1993 au Cap-de-la-Madeleine, ce n'est pas d'hier que l'OBNL aide des centaines de familles dans le besoin en nourriture, vêtements, meubles et articles de maison. Depuis, plusieurs autres services se sont greffés à leur offre initiale tels que la livraison de denrées, une clinique d'aide à la déclaration d'impôt, des intervenants sociaux et même un frigo d'aide alimentaire libre-service. Déménagé, mais toujours sur la rue Fusey secteur Cap, Le Bon Citoyen compte aujourd'hui 27 employés pratiquement tous issus de divers programmes de réinsertion sociale.

DES SERVICES D'AIDE MÉCONNUS

La période d'impôt bat son plein. Être dans l'impossibilité de payer un compte qui produira sa déclaration engendre de grosses pertes financières pour les personnes à faible revenu, non seulement en retour d'impôt, mais aussi tout au cours de l'année (crédit de solidarité, crédit pour la TPS, etc.) C'est

pourquoi il est primordial de produire sa déclaration à temps, et c'est d'autant plus vrai pour les personnes vulnérables. Le Bon Citoyen propose gratuitement de l'aide pour compléter cette obligation fastidieuse.

« On s'est lancé dans ce projet parce qu'il y avait un besoin et aussi parce ça collait avec notre mission : Inspirer, équiper et soutenir les gens face aux défis économiques et sociaux. On a aidé plus de 600 personnes à faire leur déclaration d'impôt l'an passé! », précise Nathalie Boudreau, directrice actuelle de l'entreprise d'économie sociale.

Depuis 2017, Le Bon Citoyen dispose aussi d'intervenants pour les personnes ayant des préoccupations socio-économiques. Que ce soit pour l'inscription à la distribution alimentaire, pour bénéficier d'une aide à l'organisation de ses finances, pour compléter des documents gouvernementaux, pour être redirigé vers d'autres organismes, ou simplement pour discuter et obtenir du soutien, les intervenants sont là pour aider.

APPRENDRE À MIEUX DONNER

Grâce aux dons et aux achats par la population dans leur boutique, le Bon Citoyen peut grandement redonner à la communauté. Cependant, avant de donner des meubles et des vêtements, il est important de s'assurer qu'ils soient en bon état. Lorsque ce n'est pas le cas, il existe plusieurs ressources précieuses pour s'en départir. Non, les meubles ou les vêtements brisés ne sont pas réparés, ils sont malheureusement jetés la plupart du temps, ce qui engendre énormément de gestion et de frais pour l'OBNL.

Les meilleures façons de faire sa part c'est en devenant bénévole, en octroyant un don en argent ou en achetant dans la boutique. D'ailleurs, « les personnes qui achètent au Bon Citoyen rentabilisent leur argent de trois manières différentes : premièrement, elles achètent un article en bon état à bas prix. Deuxièmement, elles aident l'organisme à se perpétuer, c'est-à-dire à payer les frais et les employés. Puis,

elles participent au recyclage des objets et contribuent donc à diminuer les gaz à effet de serre », ajoute Madame Boudreau.

PROJET À VENIR

Nathalie, la directrice de l'organisme, eut l'idée d'offrir un autre service aux personnes qui sont en urgence alimentaire : de la nourriture déshydratée. D'ici à cet été, des sachets de repas complets et de collations seront disponibles pour la communauté. « Les personnes itinérantes ou qui n'ont pas accès à de l'équipement pour cuisiner pourront ainsi se nourrir convenablement. Ça ne prend que de l'eau chaude! », ajoute-t-elle. Avec cette formule, elle évite aussi le gaspillage des denrées périssables en déshydratant les surplus d'aliments reçus en don.

Vous êtes en situation précaire et souhaitez bénéficier d'un des services offerts par Le Bon Citoyen? Vous pouvez vous rendre sur place, appeler, ou vous inscrire via leboncitoyen.org

TU T'IMPLIQUES DANS TA COMMUNAUTÉ ?

T'AS DROIT À NOTRE REER.

 **Desjardins**
Caisse d'économie solidaire

#REERsanspetroliere



Suite de la page précédente

LA FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE

En parallèle à cette spéculation effrénée, les entreprises cotées en bourse subissent d'énormes pressions des spéculateurs pour augmenter leurs profits à court terme et la valeur des actions. Un rapport de l'OCDE1 révèle que l'endettement facile des dix dernières années a eu comme conséquence de doubler la dette des entreprises, cependant que cet endettement a servi principalement au rachat de leur propres actions pour en moucher la valeur et au versement de dividendes aux actionnaires, plutôt qu'à l'amélioration des équipements et de la rémunération des employés. Cet accaparement d'une plus grande part de la richesse par les financiers explique la hausse des inégalités depuis trente ans.

Ces réactions excessives des financiers montrent donc à quel point leur pouvoir s'est accru sur l'économie réelle, les gouvernements et les banques centrales, phénomène qualifié de *financiarisation de l'économie*. 9

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

NOUVEAU DANS LA MRC DES CHENAU

Un forum sur l'alimentation écoresponsable et conviviale

Un forum citoyen sur l'alimentation écoresponsable, conviviale et inclusive se tiendra dans la MRC des Chenaux du 16 au 24 avril 2022.

MAGALY MACIA

L'événement «Des Chenaux mange écolo» vise à initier collectivement une réflexion sur les stratégies les plus prometteuses pour tendre vers un système alimentaire plus durable dans la MRC. Au programme, des causeries et des ateliers qui se tiendront en présentiel et en virtuel avec des acteurs de la région mais aussi d'un peu plus loin!

Plusieurs sujets seront abordés tels que l'alimentation durable, les initiatives écocitoyennes agricoles et d'alimentation, les astuces pour manger local à bon prix, les avantages de manger végétarien, les bons plans pour une alimentation zéro-déchet ou encore des rencontres-conseils pour vos potagers familiaux. Toutes ces activités créeront des espaces propices à l'échange et au réseautage pour faire connaître les initiatives communautaires en matière d'écocitoyenneté alimentaire.

Ces différentes activités visent à solidifier et à poursuivre les engagements de la MRC des Chenaux visant à favoriser l'accès pour tous à une alimentation saine, locale et écoresponsable. Elles permettront de sensibiliser aux enjeux liés à l'alimentation durable et à l'écocitoyenneté et pourront être utiles à toutes les personnes et organisations

intéressées à ces questions. Ce sera l'occasion de rencontres avec des personnes engagées dans la MRC et plus largement dans la région.

Ce forum est organisé en partenariat avec la MRC des Chenaux et une équipe de l'Université Laval. Ce projet a reçu un financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Pour connaître le programme, suivez la page Facebook *Mauricie écocitoyenne et conviviale* !

POURQUOI CE FORUM?

Puisque nous sommes toutes et tous tenus de faire notre part pour améliorer et valoriser l'alimentation saine et durable (la légende du colibri souvent contée par Pierre Rabhi reste une source de motivation*), des rencontres avec des citoyens ont été organisées sur le thème de l'environnement alimentaire de la MRC des Chenaux. À la suite de ces rencontres, Magaly Macia, citoyenne engagée, et l'équipe de Laurence Guillaumie, professeure aux programmes de santé publique/communautaire de la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval, ont collaboré avec la MRC des Chenaux pour organiser, le temps d'une semaine, un événement rassembleur autour de ce sujet.

La mondialisation du système alimentaire a favorisé l'augmentation de la

consommation de produits importés, hautement transformés et emballés, l'augmentation de la consommation de viande et une utilisation intensive des pesticides.

Cette nouvelle donne a des impacts concrets sur l'environnement incluant des émissions importantes de gaz à effet de serre, la perte de biodiversité, la contamination des milieux naturels par les microplastiques ou encore une augmentation des déchets enfouis. Combinés aux conséquences économiques, psychosociales et communautaires de l'actuelle pandémie de COVID-19, ces enjeux appellent à une prise de conscience de l'impact de nos choix alimentaires.

QU'EST-CE QUE L'ALIMENTATION DURABLE ET L'ÉCOCITOYENNETÉ?

L'alimentation durable désigne une alimentation favorisant la biodiversité et les écosystèmes, la sécurité alimentaire, le bien-être communautaire et l'engagement citoyen, le développement économique local, le respect des traditions et des cultures et la santé des populations.

L'écocitoyenneté désigne, quant à elle, un sentiment de responsabilité et des prises de position individuelles ou

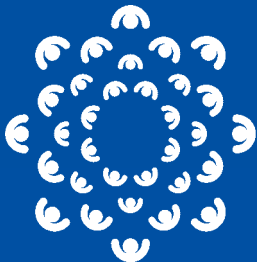
Suite à la page suivante

Budget du Québec

CE QU'IL FAUT POUR SORTIR LA TÊTE DE L'EAU



La pandémie de COVID-19 et l'inflation galopante ont causé une aggravation des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.



ROÉPAM

SOUTIEN • REPRÉSENTATION • DÉFENSE

REGROUPEMENT DES ORGANISMES D'ÉDUCTIONS POPULAIRE AUTONOME DE LA MAURICIE

Le printemps érable, dix ans plus tard

En 2012, la population étudiante du Québec s'est promptement levée pour défendre l'égalité des chances dans l'accessibilité aux études post-secondaires. L'Association générale des étudiants (AGE de l'UQTR) a participé à ce mouvement contestataire.



JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX
DOCTORANT EN HISTOIRE À L'UQTR

LE CONTEXTE

En mars 2011, lors de la présentation de son budget, le gouvernement libéral tient sa promesse de hausser les frais de scolarité de 325\$ par année sur une période de cinq ans, pour un total de 1 625\$. Dès 2007, une hausse de 50\$ par année avait déjà été imposée afin de mettre un terme au gel de ces frais. Pourtant, dans les années 1990, un dégel des frais de scolarité (passant de 581 \$ à 1 630\$) par un précédent gouvernement libéral, celui de Robert Bourassa, avait eu comme conséquence une décroissance dans les universités francophones, qui connurent une baisse de plus de 26 000 inscriptions en seulement cinq ans.

Par l'entremise des fédérations étudiantes collégiales et universitaires (FECQ, FEUQ) et des étudiants les plus militants à gauche comme la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante), le mouvement étudiant québécois s'est rapidement mis à lancer un appel à la grève générale illimitée (GGI).

LES ACTIONS

Aussitôt, l'AGE UQTR participe activement à de nombreuses manifestations ou actions politiques : le 4 octobre 2011 (Trois-Rivières), le 10 novembre 2011 (30 000 personnes à Montréal), le 23 février 2012 (manifestation devant une réunion des libéraux à l'hôtel Delta de Trois-Rivières), le 29 février (appui à la CSQ pour dénoncer les coupes en éducation devant les bureaux du député libéral trifluvien), le 1er mars (à Québec devant l'Assemblée nationale).

En plus de se positionner contre la hausse improvisée voire irresponsable

des frais de scolarité, qui ferait en sorte qu'aussitôt 7 000 étudiants n'aient plus accès à l'université, l'AGE UQTR exigeait la tenue d'États généraux sur l'éducation au Québec avant d'ouvrir le délicat dossier des frais de scolarité. En octobre 2011, les étudiants de l'UQTR avaient déjà refusé à une majorité de 60% de tenir une seule journée de grève pour la manifestation nationale du 10 novembre. Mais cela ne les a pas empêchés d'y participer.

Le 14 mars 2012, réunis en assemblée générale spéciale pour débattre de cette marchandisation du savoir, les membres présents ont voté à la majorité, pour la première fois de son histoire depuis 1975, pour tenir une GGI qui entrerait en vigueur à partir du 15 mars. Par un vote secret, après une séance de six heures, 1 097 ont voté pour (51,12 %) et 1 049 contre (48,88 %), sur les 2 146 étudiants ayant exprimé leur droit de vote, une différence de 48 voix. Même si l'administration de l'UQTR n'a autorisé aucune levée de cours pour la tenue de cette assemblée, l'enthousiasme était à son comble. Les 9 700 étudiantes et étudiants de l'AGE UQTR rejoignaient ainsi les 155 000 alors en grève (en date du 13 mars) et les 200 000 qui le seront le 22 mars, lors d'une manifestation nationale prévue à Montréal. Pour l'occasion, l'AGE UQTR a nolisé une vingtaine d'autobus scolaires pour plus de 800 étudiants de l'UQTR, du jamais vu.

Finalement, la GGI prend fin – après neuf jours de piquetage sur le campus, d'interruption de cours et d'actions artistiques – lors d'un vote électronique sur une période de deux jours auquel participent 65% des membres de l'association, soit 6 320 personnes (3 717 contre la poursuite de la GGI, 2 414 pour, 189 abstentions). Malgré l'aspect démocratique d'un tel vote, nombreux sont ceux qui ont dénoncé cette tactique de museler le débat en tenant un vote en ligne, sans argumentation. Par la suite, les associations départementales vont organiser leur propre grève, comme les étudiants en Études québécoises (AEEQ), appuyés notamment

par leurs professeurs, qui seront les premiers à voter pour reconduire leur GGI.

Cela n'empêcha pas l'AGE UQTR d'organiser sa propre manifestation dans les rues de Trois-Rivières, le 15 avril 2012, rassemblant plus de 400 manifestants défilant contre les politiques du gouvernement libéral. Le ton va monter dans les deux camps (pour la hausse, contre la hausse) et va culminer jusqu'à la violence lors de la manifestation lors du congrès du Parti libéral du Québec tenu à Victoriaville, le 4 mai 2012. Au total, environ 3 499 personnes furent arrêtées ou blessées pendant la période du « Printemps érable » lors de 1 370 manifestations recensées en 2012, dont 532 à Montréal, selon le rapport Ménard (mars 2014) qui a blâmé le gouvernement Charest et la police pour leur mauvaise gestion de la crise sociale.

En plus de sa présence lors d'une manifestation à Sherbrooke (4 avril 2012), l'AGE UQTR a participé à toutes les manifestations nationales tenues le 22e jour de chaque mois, et ce, malgré l'imposition de l'infâme loi spéciale 78, adoptée le 18 mai 2012 (à 68 voix contre 48 après environ 20 heures consécutives de débats en séance extraordinaire), qui voulait entre autres mettre fin aux manifestations nocturnes.

La grève étudiante québécoise était alors à sa 14e semaine mais ce n'était que le début. En effet, c'est à ce moment que la population s'est jointe au mouvement de protestation contre le gouvernement. En plus des artistes, les jeunes grévistes au fameux « carré rouge » recevront l'appui des professeurs, des syndicats et même des juristes de l'État québécois. Dorénavant, les manifestations vont s'armer de casseroles pour se faire entendre, tout en criant en chœur : « La loi spéciale / on s'en câlisse! ». Par sa grande popularité, il s'agit de la plus importante grève étudiante dans toute l'histoire du Québec. 9

SOURCES DISPONIBLES au
gazetteauricie.com



Participation de l'Association générale des étudiants de l'UQTR aux manifestations du printemps érable, il y a dix ans.

9 MAURICIE RÉCOLTE

(suite de la page 17)

collectives visant la protection des écosystèmes. Appliquée au concept de l'alimentation durable, l'écocitoyenneté donne lieu à un engagement volontaire dans des projets communautaires porteurs de sens.

Plusieurs recommandations ont été émises de façon à contribuer à une alimentation durable et écocitoyenne. Voici les neuf principales :

- 1) Préférer les aliments locaux et de saison
- 2) Préférer les aliments peu ou pas emballés
- 3) Mettre au menu les légumineuses, les fruits, les légumes, les grains entiers, noix et graines non salées
- 4) Limiter la consommation d'aliments transformés riches en gras, en sucre ou en sel
- 5) Consommer une faible quantité de viandes ou de produits laitiers
- 6) Consommer une quantité modérée de poissons issus de sources durables
- 7) Privilégier les aliments produits avec

peu ou pas de pesticides
8) Composter les résidus et éviter le gaspillage alimentaire
9) Soutenir les initiatives écoalimentaires locales et s'informer sur ses aliments

DÉROULEMENT

Ce forum sur l'alimentation écoresponsable et conviviale s'adresse à tous les citoyens et citoyennes de la MRC des Chenaux et à toute personne souhaitant s'associer à cette démarche! Il se déroulera du 16 au 24 avril 2022. Les activités du forum «Des Chenaux mange écolo» seront proposées en journée ou en formule 5 à 7, en mode virtuel et/ou en présentiel. On espère vous y rencontrer pour échanger sur l'alimentation durable et l'environnement alimentaire de la MRC des Chenaux.

À l'issue du forum, les parties prenantes du projet se réuniront pour discuter des retombées de l'événement, des leçons pouvant en être tirées, et pour identifier les actions futures à privilégier.

Différentes communications, incluant des articles de presse, seront diffusées afin de partager les connaissances acquises au cours de ce projet.

Merci Mauricie récolte de soutenir le forum Des Chenaux mange écolo en nous offrant cette chronique ! 9

16 AU 24 AVRIL 2022

Des Chenaux
mange écolo!

Forum citoyens qui offre l'occasion d'échanger
sur l'alimentation écoresponsable, conviviale et inclusive
dans la MRC des Chenaux!

Mauricie écocitoyenne & conviviale

mauricieecocitoyenneconviviale@gmail.com

UNIVERSITÉ LAVAL

MRC des Chenaux

MAURICIE ÉCO-CITOYENNE & CONVIVIALE

Le mythe de l'écolo parfait

« Chaque petit geste compte! », une expression, que dis-je, un mantra, qui résonne un peu partout dans notre société: écoles, médias, politiciens. Les gestes personnels - réduire ses déchets, recycler, se déplacer en transport collectif - sont incontournables dans la lutte aux changements climatiques, mais ils sont aussi nettement insuffisants.

MARIANNICK MERCURE

Même l'écolo parfait – qui ne prend jamais l'avion, n'est jamais seul dans une voiture, mange 100 % végétal et local – ne dépassera pas une baisse de l'ordre de 25 % de ses GES individuels...sans l'aide du gouvernement. Le discours omniprésent de surresponsabilisation des individus, qui vient masquer l'importance des actions collectives, semble finalement servir une minorité de gens puissants qui ont des intérêts personnels à maintenir le statu quo.

« L'ÉCOLOGIE SANS LUTTE DES CLASSES, C'EST DU JARDINAGE »

Cette citation de Chico Mendez, syndicaliste et écologiste brésilien assassiné en 1988, est toujours d'actualité aujourd'hui. C'est que notre système économique, basé sur l'exploitation de la majorité au profit d'une infime minorité, est aussi construit sur la promesse d'une croissance éternelle et sur la dépendance aux énergies fossiles. Les solutions tiennent beaucoup du systémique.

La balance des gestes nécessaires pour atteindre nos objectifs réside donc dans l'engagement collectif dont les États détiennent la clé: réglementation et financement de l'industrie et de l'agriculture pour les décarboner, subvention aux

particuliers pour les accompagner dans le changement, priorisation des investissements dans des services publics essentiels pour la justice climatique.

DES CHOIX DÉCHIRANTS POUR LES VILLES

Les gouvernements, incluant les municipalités, doivent changer de paradigme dans leurs choix budgétaires. À Trois-Rivières, une bonne partie de la population n'a pas accès à un système minimalement efficace de transport collectif. « Les bus sont vides, pourquoi investir dans la STTR? ». Parce que les bus sont vides. Pendant que ce débat de « l'oeuf ou la poule » continue de se faire depuis des décennies, un trajet de 10 minutes en voiture en prend toujours 60 en autobus... et le parc automobile est en croissance, dans une ville où 95 % des GES du bilan collectif sont directement attribuables au transport.

Comme un peu partout ailleurs, le choix d'investir massivement dans des infrastructures de tourisme et de divertissement semble toutefois plus facile. L'amphithéâtre et le Colisée, par exemple, font rayonner la ville et les citoyens en profitent, c'est indéniable. Mais à quel prix pour les générations futures? En avons-nous réellement les moyens? Le Colisée, chauffé au gaz naturel, fera exploser le prochain bilan

corporatif de GES de la ville. Pour décarboner notre ville, il faudra carrément cesser d'investir dans ce genre de projets appréciés, mais non essentiels et transférer les ressources aux bons endroits, en environnement et en mobilité durable, par exemple. Même si on a tous envie d'avoir plus de piscines et de terrains sportifs, de rayonner à l'échelle de la province, de créer plus de jobs - même en temps de pénurie de main d'œuvre - actuellement, on vit dans le déni, et largement au-dessus de nos moyens écologiques.

QUELQUES PROJETS MAJEURS « NON ESSENTIELS » PRÉVUS À COURT TERME À TROIS-RIVIÈRES

ESCALIER MONUMENTAL
400,000 \$
NOUVEAU TERRAIN DE BASEBALL
1,3 MILLION \$
AGRANDISSEMENT
DU PARC INDUSTRIEL 40/55
7,1 MILLIONS \$
NOUVELLE PISCINE INTÉRIEURE
8 MILLIONS \$
NOUVEAU CENTRE MULTISPORT
8 MILLIONS \$
NOUVELLE AÉROGARE « VERTE » (!)
15,5 MILLIONS \$
NOUVELLE PISCINE DE L'EXPO
13 MILLIONS \$

UNE ACTION INDIVIDUELLE ESSENTIELLE : MILITER EN FAVEUR DES ACTIONS COLLECTIVES

Sans actions collectives, impossible d'atteindre nos objectifs, peu importe l'effort individuel qu'on fera... et vice-versa. Il est non seulement légitime, mais nécessaire de faire pression sur les politiciens pour qu'ils changent de paradigme. Dans la liste de nos efforts individuels essentiels, il faut maintenant ajouter le militantisme actif pour demander un changement de cap aux élus. 9



CRÉDIT : DOMINIC BÉRUBÉ

Dans la liste de nos efforts individuels essentiels, ajoutons le militantisme actif pour demander un changement de cap aux élus, explique l'auteure. Sur la photo : la Coalition citoyenne *Terre Précieuse*, qui défend les milieux humides.

9 MÉDIA PARTENAIRE

LANCEMENT OFFICIEL DE RADIO MARMOTTE

Des jeunes allumées

Bien qu'elle ait réalisé sa toute première émission de radio à l'occasion de la soirée Portes Ouvertes de l'école secondaire Le Tremplin, le 18 octobre dernier, c'est le 21 février que l'équipe de Radio Marmotte faisait son lancement officiel.

ERIC MORASSE

BULLETIN DES CHENAUX

Radio Marmotte, ce sont huit élèves de la 2^e à la 4^e secondaire de l'école Le Tremplin, à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, qui travaillent à la réalisation et la mise en ligne d'une émission originale qui leur permet de s'exprimer et de faire connaître les sujets et les enjeux qui les préoccupent. « Dans les prochaines émissions, on va parler de toutes sortes de choses : pêche sur la glace, environnement, mode, etc. »,



La députée de Champlain Sonia LeBel s'est prêtée au jeu de l'entrevue avec les filles de Radio Marmotte.

explique DoriAnne Morasse, une des jeunes animatrices.

Pour leur émission de lancement qui s'intitule « Marmottes d'ici », on misait sur leur attachement à la MRC des Chenaux. Pour en parler, elles ont pu compter sur des invités de marque, notamment la députée de Champlain Sonia LeBel, qui s'est prêtée à l'entrevue en direct, ainsi que le chansonnier Éric Masson, qui est aussi un ancien élève de l'école et qui a même fait une prestation à la radio. De plus, on a diffusé une entrevue réalisée avec Alexandre Perreault, de la Ferme du Tarieu, qui est également un ancien élève du Tremplin, en plus de différentes chroniques et capsules réalisées par l'équipe de Radio Marmotte.

On a fait du lancement un événement de presse, entièrement organisé par les élèves, auquel assistaient les médias, en plus de la députée, d'Éric Masson, du directeur de l'école Pierre Goulet, ainsi que le directeur général du Centre de service scolaire du Chemin-du-Roy, Luc Galvani.

L'émission était diffusée en direct sur la place d'accueil de l'école et il est toujours possible de l'écouter sur le web à l'adresse www.radiojeunesse.ca/radio-marmotte ou via les liens publiés sur la page Facebook de l'École Le Tremplin. Au retour de la relâche, on souhaite

pouvoir diffuser une émission toutes les deux semaines au moins.

UN PROGRAMME STIMULANT

Enseignante responsable de l'équipe de Radio Marmotte, Jessica Côté est depuis le départ impressionnée du sérieux des filles qui composent l'équipe. « Elles y mettent beaucoup de temps. Elles ne veulent pas juste mettre de la musique ». En plus d'une rencontre par semaine pour planifier les émissions et apprendre les rouages de la radio, elles font des recherches et partent avec leur équipement pour réaliser entrevues et vox pop. Mais elles sont passionnées et ne comptent pas leurs heures. « On fait ça petit bout par petit bout », explique DoriAnne Morasse qui, comme le reste de l'équipe (Jade Trépanier, Mya Bathalon, Cordélia Di Maria, Shany Trudel, Chloé Trudel, Alice Tousignant et Sarah-Maude Champagne), a trouvé dans ce projet une merveilleuse occasion de s'exprimer et satisfaire sa curiosité.

Le programme est chapeauté par Radio Jeunesse qui accompagne ainsi 15 projets de radio dans les écoles et maison de jeunes de la province. Les élèves peuvent ainsi apprendre le fonctionnement d'une radio, autant sur le plan technique que pour le contenu et l'animation. Radio Marmotte est le seul projet en Mauricie. 9



JOURNAUX
MENSUELS
D'ACTUALITÉ
LOCALE

LE BULLETIN
des Chenaux

LE BULLETIN
de Mékinac

PORTE-PAROLE
DE LA
COMMUNAUTÉ
DANS LES
MRC DE MÉKINAC
ET DES CHENAUX

44, chemin Rivière-à-Veillet
Bureau 220,
Sainte-Geneviève-de-Batiscan
GOX 2R0

819 840-3091
info@lebulletindeschenaux.com
publicite@lebulletindeschenaux.com

Une vision féministe de l’avenir?

Le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, est toujours un moment pour célébrer les victoires dans la lutte des femmes, en faire le bilan, mais aussi pour se projeter plus avant. Ce que nous suggère le thème de la campagne portée par le Collectif 8 mars, L’avenir est féministe, avec son visuel créé par l’artiste Stacy Bélanger Bien-Aimé.

ERIC MORASSE
BULLETIN DES CHENAUDS

À travers leurs luttes, les femmes travaillent pour une société qui incarne des valeurs progressistes. « Le retour en arrière, le retour à la « normale » et le *statu quo* ne peuvent être envisagés. Ce que nous voulons, c’est une société qui unit nos voix et nos horizons pluriels et qui reconnaît l’intersectionnalité des oppressions; une société qui répond enfin à nos besoins et qui respecte les droits et la dignité de toutes les femmes », peut-on lire dans les textes accompagnant la campagne.

Nous avons demandé à Joanne Blais, directrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM), ce qu’est la vision féministe de l’avenir. « On va tendre à voir disparaître les inégalités entre hommes et femmes et entre les femmes elles-mêmes », nous dit-elle. « Ce jour-là, je n’aurai plus de job », ajoute-t-elle en riant. « Mais ce serait bien ».

Les alliés aux luttes féministes sont plus nombreux qu’avant, autant hommes et femmes. On pense aux groupes de défense de l’environnement ou des personnes racisées, par exemple, qui partagent les valeurs d’égalité et de solidarité des mouvements féministes.

Mais ce n’est pas encore gagné. « On doit d’abord reconnaître qu’il y a des systèmes d’oppression. Que ce soit le patriarcat, le racisme, le sexisme. Une fois reconnu, il faut poser des gestes concrets pour que ça ne se perpétue plus ».

Les inégalités économiques vécues par les femmes sont peut-être les plus flagrantes. « Les femmes n’ont pas la même égalité des chances, surtout lorsqu’elles sont à la croisée des systèmes d’oppression ». On pense par exemple aux femmes racisées, aux femmes autochtones.

La violence faite aux femmes est aussi, malheureusement, toujours dans l’actualité. Un phénomène qui a même cru ces deux dernières années, en témoigne le trop grand nombre de femmes dans les maisons d’hébergement pour femmes victimes de violence.

UNE UTOPIE?
Pour Joanne Blais et les mouvements de femmes, l’avenir féministe n’est pas une utopie, mais il faut y mettre les efforts nécessaires pour qu’il se réalise. Il faut y consacrer des ressources, notamment en santé et services sociaux et en éducation. « Dans un avenir féministe, les enfants auraient une éducation égalitaire. Pour faire disparaître toutes les inégalités, une fois pour toutes ».

Et bien qu’il y ait encore énormément de travail à accomplir pour que cet avenir devienne réalité, les alliés aux luttes féministes sont plus nombreux qu’avant, autant hommes et femmes. On pense aux groupes de défense de l’environnement ou des personnes racisées, par exemple, qui partagent les valeurs d’égalité et de solidarité des mouvements féministes.

Leur collaboration est la clé, selon Joanne Blais. « On doit travailler



Joanne Blais est directrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie (TCMFM).

ensemble, afin d’être plus forts pour porter la voix de toutes les femmes. Il faut travailler à changer les mentalités, afin que d’autres se sentent intéressés par nos luttes ». Il faut qu’une part grandissante de la population appuie ces luttes pour qu’ils puissent influencer les élus. La collaboration, la concertation et la mobilisation sont indispensables « pour changer les choses concrètement dans les pratiques, les décisions ».

NOUVELLE GÉNÉRATION
Joanne Blais est confiante en l’avenir parce qu’elle voit de plus en plus de jeunes femmes intéressées et impliquées. Elle les voit s’engager dans

différents groupes, travailler dans les organismes, alimentant les réflexions avec de nouveaux points de vue et portant ensuite cette expérience acquise dans les groupes. Portant l’intégration des femmes dans toutes leurs diversités.

Des jeunes femmes qui poussent parfois un peu sur les générations plus âgées. « Mais quand moi je suis arrivée, je n’étais pas reposante non plus », nous dit Joanne Blais. « Il faut accepter de se faire « shaker » ».

C’est en fait toute une société qui doit accepter de se faire « shaker ». 📢

En cette journée internationale de la femme,
La CDC de la MRC de Maskinongé tient à souligner le travail que fait le **L’Héritage**
CENTRE DES FEMMES

Sur le territoire de la MRC de Maskinongé.

En plus de souligner toutes les femmes qui œuvrent dans le milieu communautaire et d’économie sociale!

Oui toi.
T’es forte.
T’es SUPER.
T’es magnifique.

Bonne journée de la FEMME!

[allaitement-soleil.org](https://www.facebook.com/allaitement-soleil.org)
819.539.8482

« Ensemble, nous composons la richesse de notre collectivité. Engageons-nous à éliminer les discriminations vécues par les femmes. »

8 mars

TÉLÉPHONE
(418) 289-2588

SANS FRAIS
1 866 666-2422

LIGNE D’ÉCOUTE
(418) 289-2422

211, rue St-Jacques
Sainte-Thècle (Québec) G0X 3G0

COURRIEL
info@femmekinac.qc.ca

SITE INTERNET
www.femmekinac.qc.ca

suivez-nous sur facebook

PORTRAIT D'UNE FEMME INSPIRANTE

Yolande Jacob, gardienne des savoirs spirituels autochtones

PROPOS RECUEILLIS PAR MAGALI BOISVERT

La Gazette de la Mauricie : Comment vous présenteriez-vous ?

Yolande Jacob : Tout d'abord, je me présente : je suis une femme atikamekw de Manawan. Je suis fière de mes origines. J'ai été élevée dans ma communauté en étant jeune et je garde des souvenirs (Nimikowin) de la forêt avec mes grands parents. Je suis fière d'être une Autochtone et je suis fière de pouvoir continuer à utiliser ce que nos grands-parents nous ont laissé comme héritage. C'est une belle richesse que j'ai en ce moment, c'est ça qui me donne le gout de continuer à vivre et à prendre soin de moi. Je suis maman, j'ai trois garçons et une fille, j'ai deux petits-enfants, Jeremie et Teheegan. Je suis fière de travailler pour mon Peuple.

G : En quoi consiste votre travail, plus précisément ?

YJ : Je suis reconnue pour travailler avec les membres de différentes nations, avec le Conseil autochtone professionnel d'agrément du Canada. Les gens viennent me consulter quand ils veulent en savoir plus sur les approches culturelles. J'ai toujours été respectée, j'ai un rôle important à transmettre auprès des miens en lien avec le travail et dans le processus de guérison.

G : Vous êtes respectée dans votre communauté, aussi, j'imagine ?

YJ : Oui. On m'a demandé d'être head dancer dans un pow-wow annuel. Je

suis aussi demandée un peu partout pour aller faire des ateliers, surtout avec des femmes. J'ai quand même beaucoup de bagage sur les approches holistiques, par exemple les cérémonies de pleine lune, que je fais seulement avec les femmes, et plusieurs autres cérémonies de guérison.

Quand je travaillais dans un centre de thérapie pour Autochtones, j'étais capable d'aller chercher l'enfant intérieur de chaque personne qui venait nous voir. J'étais capable de la guider jusqu'à ce qu'elle se retrouve, qu'elle retrouve d'où la blessure avait commencé, dans son enfance par exemple.

C'est pour ça que je dis qu'il y a beaucoup de gens qui me connaissent. J'attire les bonnes personnes qui veulent s'en sortir. Ce sont elles qui viennent à moi, ce n'est pas moi qui vais vers eux. Souvent, on me dit : "Toi, tu es comme un aimant." Pourtant, je fais juste mon devoir.

Je ne suis pas allée aux études pour ça. C'est en allant voir les aînés et en allant dans d'autres communautés que j'ai appris. J'ai été attirée par ça, j'avais soif de ça, j'avais le gout de manger tout ce qui était culturel, tout ce qui était en lien avec la spiritualité autochtone. C'est ça mon rôle, aujourd'hui. Je suis gardienne de cérémonies, je suis gardienne des objets sacrés.

Je dis "gardienne", parce que ça ne m'appartient pas. Ils me l'ont offert,



Yolande Jacob.

parce qu'ils croyaient en moi, en ce que j'étais. Je voulais apprendre, je voulais aller de l'avant, je n'ai jamais lâché. Ça fait des années que je suis là-dedans, et ça fait des années aussi que j'ai arrêté la consommation. J'étais tellement dépendante affective, j'ai appris à me connecter à moi-même et à comprendre d'où je viens et qui je suis. J'ai appris beaucoup de choses par rapport à ce que j'ai vécu en étant enfant... Étant enfant, j'ai été arrachée de mes parents et je suis allée vivre loin de mes parents. Moi, j'appelle ça le pensionnat. Je l'ai vécu, tout ça.

C'est pour ça que je ne veux pas arrêter de prendre soin de moi, d'aller de l'avant et de ne pas oublier que je dois aussi transmettre les enseignements à mes enfants pour qu'ils puissent le garder, le préserver, pour qu'ils puissent aussi le montrer à leurs enfants plus tard.

G : Qu'est-ce que vous souhaiteriez aux femmes, particulièrement aux femmes autochtones ?

YJ : Je leur souhaite de se guérir, parce que quand tu t'auto-guériss, quand tu t'écoutes, à l'intérieur de toi, c'est ça la guérison. Moi, j'ai arrêté d'aller me coller à un être humain, par exemple, pour me soigner. Ce n'est pas ça, la guérison, elle se fait à l'intérieur. J'ai choisi de me donner la chance de vivre sainement et amplement avec mes proches, malgré ce qui se passe encore avec nos communautés. Je me suis dit : "Prends soin de toi." 📺

LA VERSION LONGUE DE CET ENTRETIEN EST DISPONIBLE
au gazettemauricie.com

tcmfm
Table de concertation
du mouvement des
femmes de la Mauricie

**UNIES
DANS
L'ACTION**

819 372-9328 • info@tcmfm.ca
tcmfm.ca

CSN Conseil Central du
Cœur DU QUÉBEC

**8 mars : Journée internationale
des droits des femmes 2022**

**ENSEMBLE
POUR UN MONDE
MEILLEUR!**

**L'AVENIR
EST
FÉMINISTE**

LE COLLECTIF 8 MARS, MOLOTOV COMMUNICATIONS.
ILLUSTRATION : STACY BELLANGER BIEN-AIMÉ

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 21

VIOLENCE CONJUGALE

Ce qui t'attend dans un centre d'hébergement pour femmes

Depuis le début de la pandémie, le sujet de la violence conjugale a pris plus de place dans le discours public alors que de trop nombreuses femmes ont été contraintes de rester dans une situation dangereuse. Or, il est plus important que jamais de rappeler que des ressources existent, et qu'elles sont accessibles.

MAGALI BOISVERT

Geneviève Marchand, coordonnatrice à l'intervention au centre d'hébergement la Maison de Connivence à Trois-Rivières, nous explique le processus qui se met en place dès qu'une femme appelle à l'aide.

1. L'APPEL

Toutes les communications se font par téléphone à la Maison de Connivence. Une femme peut y appeler en tout temps, du jour ou de la nuit, et être assurée d'une réponse et d'une certaine prise en charge. Toutes les informations mentionnées dans ces appels sont confidentielles.

D'abord, un dossier est créé au moment de l'appel, afin d'effectuer un suivi auprès des autres intervenantes. L'intervenante au bout du fil aborde les différents besoins de l'appelante — si elle a besoin d'hébergement, si elle est en danger, si elle veut emmener ses enfants avec elle à la Maison, par exemple.

Si la personne en difficulté éprouve des problèmes qui s'ajoutent à celui de la violence conjugale, — dépendance, santé mentale — l'intervenante redirige la personne vers les bonnes ressources.

Cette décision est prise pour assurer la tranquillité et la sécurité de la famille des femmes qui sont accueillies à la Maison. « On veut rendre la maison la plus calme, sereine et sécuritaire possible », assure Geneviève Marchand.

2. ARRIVÉE AU CENTRE

Une fois la demande acceptée, l'accueil est assuré à la Maison dont l'adresse reste absolument confidentielle. Aucune dépense n'est requise de la part de la personne qui demande de l'aide, la Maison étant un centre subventionné. Il y a huit chambres à la Maison de Connivence, pour accueillir une douzaine de personnes. Les chambres sont assignées à une famille à la fois (avec deux chambres pour une famille si besoin), contrairement à certains centres qui préconisent une installation en dortoirs.

La Maison de Connivence est aménagée comme une vraie maison, rénovée et chaleureuse, avec tout ce dont une famille pourrait avoir besoin — savon, literie, nourriture, savon à linge, brosses à dents, etc. Tout ce qu'une famille a à apporter, c'est une valise d'effets personnels, avec des vêtements.

3. UNE JOURNÉE À LA FOIS

Lorsque la femme s'est installée, une

conversation est engagée afin de faire l'état des lieux et reparler de ses besoins immédiats et à venir. Le code de vie de la Maison est expliqué à la famille (puisqu'il s'agit après tout d'un milieu de vie commun).

La résidente, en acceptant de signer un formulaire de confidentialité, assure que personne, pas même ses proches, ne peut connaître l'emplacement exact de la Maison, pour des raisons de sécurité.

4. LE CHEMIN VERS L'ÉMANCIPATION

L'équipe d'intervenantes est là pour aiguiller la personne vers les chemins qu'elle pourrait emprunter, qu'il s'agisse de demande de garde d'enfants, de divorce, de plainte à la police, de recherche de logement, de demande d'aide sociale ou de communication en lien avec l'immigration.

Deux intervenantes sont assignées à chaque femme à la Maison de Connivence. Tout est en place pour aider les femmes, mais elles sont amenées à se reprendre en main de leur propre chef. L'équipe est prête à changer de cap si une femme change d'avis sur quoi que ce soit, puisque le chemin vers l'émancipation est rarement une ligne droite.

5. LA VIE EN MAISON

Pendant que les démarches se poursuivent, la vie à la Maison de Connivence va bon train. Comme dans une véritable demeure, les familles peuvent vaquer à leurs occupations, aller voir des proches, aller à l'école ou travailler. L'équipe demande tout de même un minimum de présence dans la Maison afin d'assurer un suivi par rapport aux procédures en cours.

D'ailleurs, il est tentant d'y passer du temps, car de nombreuses intervenantes à la vie communautaire organisent des activités pour les familles, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, telles des soirées cinéma ou jeux de société, ou encore du patinage à l'Île Saint-Quentin. De quoi se sentir à la maison, le temps de se remettre sur pied. 9

Le processus de vie en centre d'hébergement nous a été expliqué dans le cas de la Maison de Connivence de Trois-Rivières (819-379-1011). Chaque centre a sa propre façon de faire, mais ces étapes sont une bonne indication de ce à quoi une femme peut s'attendre en appelant à l'aide.

8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

Tu penses que c'est important pour tout le monde d'avoir le **CHOIX**



De jouer au hockey



D'exercer un métier non-traditionnel



De fonder une famille ou non

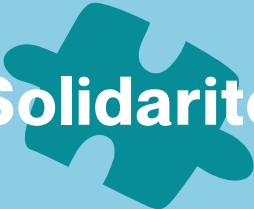


D'aller en politique

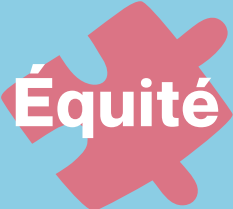
Tu portes ces VALEURS?



Égalité



Solidarité



Équité

TU ES FÉMINISTE!



DRUMMONDVILLE
POINT DE SERVICE À NICOLET-YAMASKA
819 478-3353 ou 1 877 278-3353 (sans frais)
www.calacs-lapasserelle.org



TROIS-RIVIÈRES
819 373-1232 ou 1 866 373-1232 (sans frais)
www.calacstr.org



SHAWINIGAN
POINT DE SERVICE À LA TUQUE
819 538-4554 ou 1 855 538-4554 (sans frais)
www.calacs-entraide.ca

22 • LA GAZETTE DE LA MAURICIE

GUERRE EN UKRAINE

Trois-Rivières se mobilise pour promouvoir la culture de la paix

Des citoyennes et citoyens se sont rassemblés au centre-ville en faveur de la paix et en soutien aux victimes civiles des attaques russes sur la population ukrainienne.

STÉPHANIE DUFRESNE

Le Comité de solidarité/Trois-Rivières (CS3R), qui organisait l'événement, invitait les personnes participantes à porter du blanc comme symbole de paix.

Le CS3R dénonce l'escalade de violence vécue en Ukraine dans les dernières semaines et milite pour une culture de la paix, dans ce conflit comme dans les nombreux autres ayant cours actuellement dans le monde.

«Jusqu'à maintenant, plus de 350 personnes civiles ont déjà perdu la vie en Ukraine, dont 16 enfants. Mais il y a aussi d'autres guerres qui font des victimes ailleurs dans le monde. En 2020, l'ONU a enregistré près de 12 000 victimes civiles rien qu'en Afghanistan, en Syrie et au Yémen», rappelle Valérie Delage, directrice générale du CS3R.

«L'Ukraine est en train de servir aux jeux de pouvoir entre les grandes puissances, les événements actuels constituent une preuve additionnelle que la militarisation galopante ne fait que contribuer à accroître les risques d'émergence de conflits militaires», explique-t-elle.

L'organisme rappelle que les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1830 milliards de dollars en 2020. Pour le Canada, c'est 23,3 milliards. «Il ne faut pas s'étonner que ces investissements servent à faire la guerre!, s'indigne Valérie Delage, si l'on investissait dans la paix, on ferait la paix.»

la paix et au développement continue d'être sous-financée. Mondialement, les 161 milliards de dollars qui y ont été consacrés en 2020 n'équivalent même pas à 1 % des dépenses militaires (0,08 %).

Alors qu'il s'était engagé à consacrer au moins 0,7 % du revenu national brut en aide publique au développement, conformément aux recommandations de l'ONU, les contributions du Canada n'ont même pas atteint la moitié de cet objectif en 2020. .

«Pendant que ces puissances militaires investissent des milliards pour avoir la main mise sur des territoires et des ressources naturelles, il y a des victimes civiles, des entraves à l'éducation et à la santé, de la pauvreté, le déracinement de milliers de personnes qui fuient et des violences», observe madame Delage.

Devant cette tragédie, comment les citoyen.ne. se peuvent ils/elles agir? «Il faut revendiquer de nos gouvernements, partout dans le monde, qu'ils réduisent les dépenses militaires et investissent davantage dans l'aide au développement, dans des actions de paix et de promotion de la démocratie et de la justice sociale», affirme la directrice du Comité de solidarité.

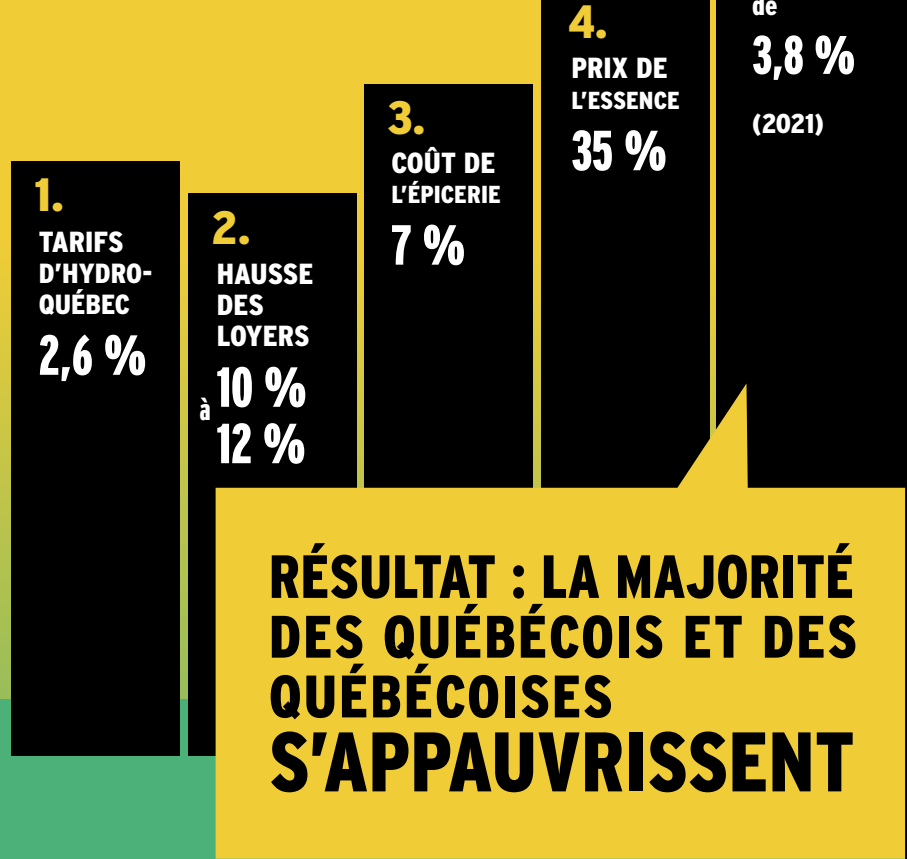
Le rassemblement pour la paix, a eu lieu le 28 février au parc Champlain. 9



Rassemblement au centre-ville de Trois-Rivières en faveur de la paix en Ukraine.

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

L'INFLATION EST GALOPANTE...



IL EXISTE DES SOLUTIONS !

1. Rétablir le mandat de la Régie de l'énergie
 2. Instaurer un registre national des loyers
 3. Réglementer le gaspillage alimentaire
 4. Développer les énergies renouvelables et développer les transports collectifs
 5. SOLUTION : UNE HAUSSE IMPORTANTE DU SALAIRE MINIMUM AU QUÉBEC
- CONTRÔLER L'INFLATION AU QUÉBEC : LA CLÉ DE VOUTE EST LA RÉGLEMENTATION



ROÉPAM

SOUTIEN • REPRÉSENTATION • DÉFENSE

REGROUPEMENT DES ORGANISMES D'ÉDUCTIONS POPULAIRE AUTONOME DE LA MAURICIE



Au fil des années, la mobilisation des femmes a permis d'obtenir des gains considérables pour l'ensemble de la société québécoise. Pensons à l'équité salariale, aux congés de maternité et parentaux, aux allocations familiales ainsi qu'au réseau public des services éducatifs à la petite enfance.

Malgré les avancées, du chemin reste à faire. La Journée internationale des droits des femmes, qui se tient chaque année le 8 mars, est l'occasion de mettre de l'avant ces gains et de mobiliser nos membres en vue des luttes que nous devons encore mener ensemble!

L'avenir est féministe!

